

Groupe Énergies
Renouvelables,
Environnement et
Solidarités

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017



geres

SOMMAIRE

- 4 ÉDITO
- 6 FAITS MARQUANTS
- 7 CHIFFRES CLÉS
- 8 LES FEMMES ET LES HOMMES DU GERES
- 9 FOCUS THÉMATIQUES

12 EUROPE-MÉDITERRANÉE *Accompagner la transition écologique des villes et des territoires*

16 AFRIQUE DE L'OUEST *Relever le défi de l'accès aux énergies durables pour les populations rurales*

20 ASIE CENTRALE *Développer des solutions bioclimatiques dans l'habitat et l'agriculture*

24 ASIE DU SUD-EST *Gérer durablement la biomasse énergie pour répondre aux besoins énergétiques locaux et préserver les ressources naturelles*

28 OFFRE DE SERVICES *Conseils et services pour lutter contre les vulnérabilités énergétiques et climatiques*

- 34 PUBLICATIONS
- 36 RAPPORT FINANCIER
- 40 PARTENAIRES FINANCIERS
- 41 PARTENAIRES TECHNIQUES
- 42 RÉSEAUX

ÉDITO

CE QUI NOUS ANIME :

LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE



LE CLIMAT CHANGE. EN FRANCE, LE CLIMAT S'EST RÉCHAUFFÉ DE PRÈS DE 1.5°C ENTRE 1960 ET 2010*. NOS MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION SONT EN CAUSE, NOUS LE SAVONS. Près de 3 milliards d'humains cuisinent encore avec des moyens inefficaces et polluants, plus d'1 milliard n'ont pas accès à l'électricité, près de 800 millions souffrent de la faim et plus de 5 millions de Français sont en situation de précarité énergétique, nous le savons également.

Nous savons et qu'avons-nous fait ? Au GERES, nous considérons que nous sommes tous responsables et que la solidarité, ce « sentiment qui pousse les hommes à s'accorder une aide mutuelle », est plus que jamais d'actualité. Nous sommes également persuadés que réduire les inégalités, notamment vis-à-vis de l'accès à l'énergie et des impacts des changements climatiques, est une condition pour la paix car, nous le savons, « la Terre est notre seul foyer ».

C'est pour cela que chaque jour nous agissons pour que chacun ait à la fois accès à de l'énergie propre et durable (pour cuisiner, se chauffer, s'éclairer, produire, refroidir, communiquer) et les moyens de s'adapter aux effets du changement climatique. Nous favorisons un développement bas-carbone qui

crée des emplois et favorise des conditions de vie décentes, tout en étant économe en ressources naturelles (eau, air, sols, biodiversité). Avec nos partenaires nous agissons aussi pour que ceux qui sont les plus vulnérables aux changements climatiques soient en capacité de faire face au mieux en anticipant des mesures d'adaptation. En 2017, nos actions ont concerné directement 164 609 personnes dont 4 776 entrepreneurs dans 17 pays en Afrique, en Asie et en France.

Ces actions conduites avec nos partenaires sur le terrain (ménages, artisans, agriculteurs, ONG, bureaux d'études, administrations et collectivités) n'auraient pu voir le jour sans le soutien de l'ensemble des donateurs publics et privés qui nous font confiance. C'est pourquoi la qualité de nos interventions, leur inclusion dans le tissu économique et social local, la prévention des risques et la bonne utilisation des fonds qui nous sont confiés sont nos exigences quotidiennes.

Soutenir un développement bas-carbone tout en réduisant notre propre empreinte carbone, c'est notre idée de la Solidarité climatique, une idée que nous défendons depuis plus de 10 ans. En 2015, nous avons lancé l'Appel à la Solidarité climatique à l'occasion de la COP21. En 2017, parce qu'il y a

urgence, nous sommes allés plus loin en initiant le mouvement pour la Solidarité climatique. Objectif : fédérer des acteurs non-étatiques pour mobiliser, sur 3 ans, 1 million d'actions individuelles en faveur du climat et soutenir 1 million d'acteurs d'un développement bas-carbone et résilient aux changements climatiques.

10 ambassadeurs ont été mobilisés et la cause de la Solidarité climatique a été portée devant les décideurs à travers une vingtaine d'interventions publiques (à Agadir, Bonn, Paris,...). Le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, qui parraine cette initiative, a qualifié de « paquet solidarité climatique » les mesures en faveur d'une transition énergétique solidaire en France. Cette reconnaissance de l'idée de Solidarité climatique nous donne encore plus d'énergie pour amplifier l'action. En 2018, une équipe est mobilisée pour embarquer de nouveaux Ambassadeurs, de nouveaux Amis, de nouveaux bienfaiteurs et pour mobiliser toujours plus de citoyens et aller vers les « 1 million d'actions & d'acteurs ».

Le Groupe Energies renouvelables, Environnement, Solidarités que nous sommes, porte « dans ses gènes » l'idée de mobilisation collective en faveur de l'énergie, de l'environnement et de la solidarité. C'est notre enga-

gement depuis plus de 40 ans, c'est notre engagement vis-à-vis de vous, membres, donateurs, fondations, entreprises, organismes publics, organisations de la société civile et citoyens, que vous soyez en Afrique, en Asie ou en France. Aux côtés de toute l'équipe, le conseil d'administration et nous-mêmes nous portons garants de cet engagement.

Un très grand merci pour votre soutien et pour votre confiance.



**Marie-Noëlle
Reboulet**
Présidente



**Laurence
Tommasino**
Déléguée générale

*Jean Jouzel dans « Pour éviter le chaos climatique et financier », 2017, p.23

2017 LES FAITS MARQUANTS

10 MARS

LAURENCE TOMMASINO EST LA NOUVELLE DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU GERES

Laurence Tommasino a pris ses fonctions en tant que nouvelle déléguée générale du GERES. Forte de ses 17 années d'engagement dans le développement rural en France, à Madagascar et au Myanmar, Laurence a rejoint notre association en janvier 2015 sur le poste de déléguée générale adjointe.



10 MAI

40 ANS D'ACTION POUR UN MONDE DURABLE ET SOLIDAIRE

Afin de célébrer ses 40 années d'action commune et de collaborations fructueuses, le GERES a convié partenaires, adhérents, donateurs et sympathisants au Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM) à Marseille. Cette journée, rythmée par des expositions éphémères et par une grande conférence, a mobilisé plus de 300 participants. Cela a été également l'occasion sur le terrain de se retrouver en équipe pour un moment de partage.



7 JUILLET

MARIE-NOËLLE REBOULET EST LA NOUVELLE PRÉSIDENTE DU GERES

Le conseil d'administration du GERES s'est réuni le 7 juillet et a désigné Marie-Noëlle Reboulet en tant que nouvelle présidente de l'association. Elle succède ainsi à Thierry Cabirol qui a assumé ce rôle pendant plus de 25 ans. Il a été chaleureusement remercié par les membres et salariés présents à l'assemblée générale qui se déroulait le même jour.



14 SEPTEMBRE

LE GERES RELÈVE LE DÉFI DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE AU SÉNÉGAL

Dans le cadre du Programme d'Accès à l'Energie en Région de Saint Louis au nord du Sénégal, l'ONG Le Partenariat Saint Louis, l'Agence Régionale de Développement de Saint Louis et le GERES se sont associés pour relever les défis de l'accès à l'énergie et aux énergies propres pour les populations et les entreprises de la région. Le programme démarre avec la réalisation d'un diagnostic énergétique régional.



21 NOVEMBRE

MÉDITERRANÉE DU FUTUR : UN ENGAGEMENT COMMUN POUR LES ACCORDS SUR LE CLIMAT

En tant qu'ONG de développement œuvrant pour le climat, le GERES a été invité par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, organisatrice de l'événement, à participer et à intervenir dans le cadre de cette journée rythmée de conférences et d'ateliers.



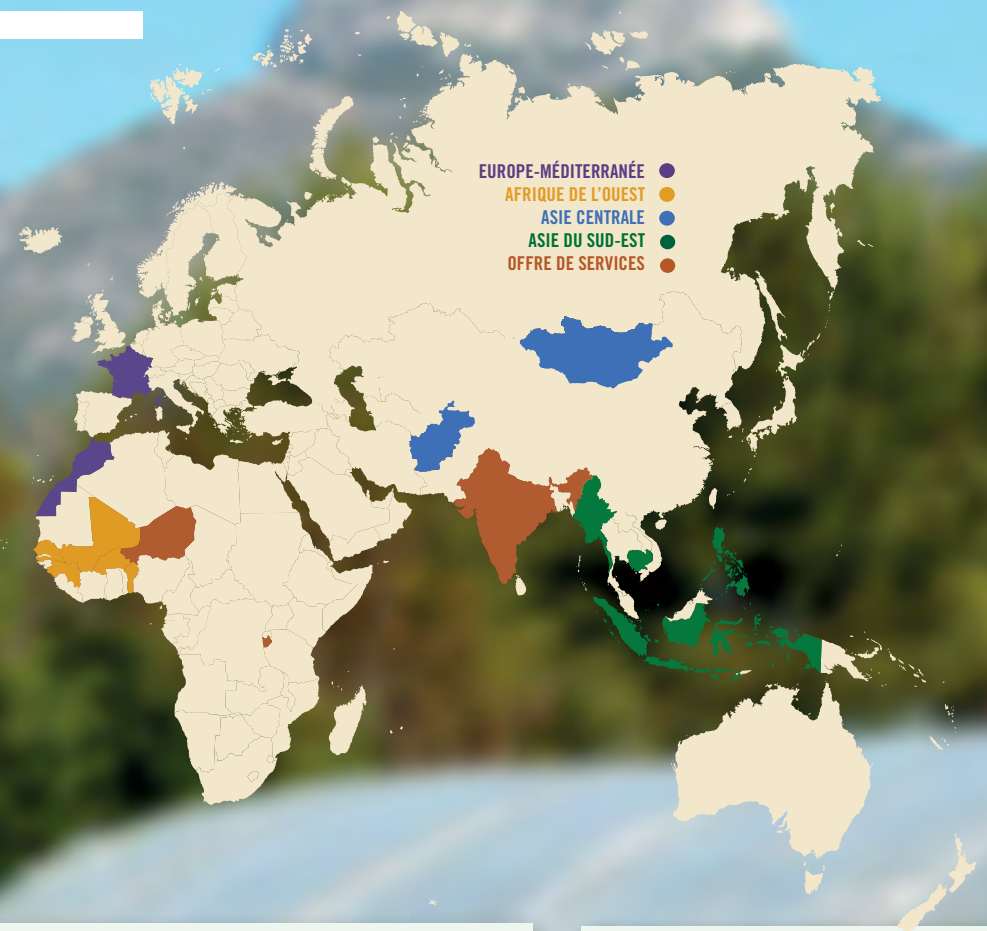
13 DÉCEMBRE

LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE RECONNUE COMME ENJEU NATIONAL ET INTERNATIONAL

Au lendemain du One Planet Summit organisé par l'Elysée pour faire émerger des solutions de financement au service de la lutte contre les changements climatiques, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire a tenu une conférence de haut niveau sur la Solidarité climatique. En tant que porteur de cette cause depuis de nombreuses années, le GERES a été convié à participer à ce colloque.



LES CHIFFRES CLÉS



73
PARTENAIRES
FINANCIERS



22
RÉSEAUX

110
PARTENAIRES
TECHNIQUES



200
COLLABORATEURS



164 609
BÉNÉFICIAIRES DIRECTS



10
REPRÉSENTATIONS
PERMANENTES

DONT **4 776**
ENTREPRENEURS SOUTENUS
OU ACCOMPAGNÉS



64
PROJETS MENÉS
DANS **17** PAYS

860 000
BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

LES FEMMES ET LES HOMMES DU GERES

AU 31 MAI 2018

L'ORGANIGRAMME

Conseil d'Administration
Marie-Noëlle REBOULET
Présidente

Direction Générale
Laurence TOMMASINO
Délégue Générale

SIÈGE

Service Admin & Financier
Laurent COLLINET BRDYS
Directeur

Service Ressources Humaines
Sandrine FOUILLADE
Directrice

**Service Développement
Qualité & Partenariats**
Swan FAUVEAUD
Directrice

OPÉRATIONS

AFRIQUE DE L'OUEST	ASIE CENTRALE	ASIE DU SUD-EST	EUROPE-MÉDITERRANÉE	GERES EXPERTISE
Grégoire GAILLY <i>Directeur régional</i>	Marie-Anne SERVE <i>Directrice régionale</i>	Charlotte NIVOLLET <i>Directrice régionale</i>	Guillaume BASTARD <i>Directeur régional</i>	Julien JACQUOT <i>Directeur</i>
GERES Bénin Raymond AZOKPOTA <i>Directeur pays</i>	GERES Afghanistan Riaz RAMIN <i>Directeur pays</i>	GERES Cambodge Bunthoeun SIM <i>Directeur pays</i>	GERES France Marie-Maud GÉRARD <i>Référente Énergie et Habitat</i>	Accès à l'énergie Benjamin PALLIÈRE
GERES Mali Renaud DAVID <i>Directeur pays</i>	GERES Mongolie Beatriz MAROTO IZQUIERDO <i>Directrice pays</i>	GERES Myanmar François-Xavier SORBA <i>Représentant pays</i>	Alexia HÉBRAUD <i>Référente Déchets et Agriculture</i>	Climat et développement Camille ANDRÉ
GERES Sénégal Cécile HENRIOT <i>Représentante pays</i>	GERES Tadjikistan Renan LE SQUER <i>Représentant pays</i>		GERES Maroc Virginie KLEIN <i>Représentante pays</i>	Climat et territoires Clémentine LARATTE
				Inclusion Marina DUBOIS
				Développement économique Romain CRES

LES EFFECTIFS DU GERES

AU 31 DÉCEMBRE 2017



29
PERSONNES TRAVAILLENT
EN FRANCE

SIÈGE

20 salariés
1 stagiaire

EUROPE-MÉDITERRANÉE
6 salariés

GERES EXPERTISE
2 salariés

171
PERSONNES TRAVAILLENT
À L'ÉTRANGER

148 sous contrat local
18 sous contrat expatrié
4 sous contrat de Volontariat
de Solidarité Internationale (VSI)
1 sous contrat de Volontariat
International Entreprise (VIE)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

AU 31 MAI 2018

Le Conseil d'administration du GERES est composé de membres bénévoles élus en Assemblée Générale.

LE BUREAU

Présidente : Marie-Noëlle REBOULET
Vice-président : Frédéric BŒUF
Trésorière : Sophie IBOS
Secrétaire : Éric BUCHET

LES AUTRES MEMBRES

Brigitte BLED
Luc BONNAMOUR
Thierry CABIROL
Jean-Claude CHASSAGNOUX
Pierre DUCRET
Alain GUINEBAULT

Michel HAMELIN
Silvia PARIENTE-DAVID
Vincent PRIORI
Jean-Paul PRUVOST
Noémie ZAMBEAUX

FOCUS THÉMATIQUES

Le GERES est une ONG internationale de développement qui agit depuis 1976 pour améliorer les conditions de vie des plus pauvres, préserver l'environnement et limiter les changements climatiques.

En tant qu'acteurs de terrain, nous mettons en œuvre des solutions énergétiques et environnementales innovantes et adaptons nos interventions aux différents contextes socioculturels, en Europe, en Afrique et en Asie, en privilégiant une approche professionnelle de la solidarité. Notre démarche, ouverte sur les coopérations avec les entreprises et les pouvoirs publics, vise à rendre les bénéficiaires acteurs du développement durable de leur territoire par l'échange d'expérience, le transfert et l'appropriation de technologies sobres en carbone. Nos actions sont toujours menées en partenariat étroit avec les acteurs locaux.



ACCÈS À L'ÉNERGIE

BÉNÉFICIER D'UNE ÉNERGIE FIABLE, DISPONIBLE ET ABORDABLE est indispensable pour développer les territoires et lutter contre la pauvreté. Le GERES développe des équipements et accompagne la production d'énergies propres adaptées à chaque zone d'intervention et qui valorisent les ressources renouvelables locales, tout en favorisant le développement socio-économique pour un usage domestique et productif pour les entreprises et les fournisseurs de services.



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

DANS UN CONTEXTE MONDIAL EN TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, où les émissions de CO₂ doivent être drastiquement diminuées, le GERES promeut des pratiques sobres et efficaces en énergie qui réduisent la précarité énergétique tout en répondant à l'ensemble des besoins des populations. Il s'agit d'innover, co-construire et diffuser des équipements performants, par exemple dans les domaines du bioclimatisme, de l'isolation, de l'éclairage, du chauffage et de la cuisson efficace.



GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

EN MILIEU RURAL, LA RARÉFACTION DES RESSOURCES NATURELLES se traduit notamment par la disparition des forêts, la diminution des réserves en eau et la dégradation des sols. Dans ce contexte, garantir que les populations puissent répondre à leurs besoins alimentaires et énergétiques quotidiens est un enjeu de taille. Le GERES intervient donc sur l'ensemble du cycle de la biomasse en établissant avec les communautés des plans de gestion forestière durable, en promouvant l'agroforesterie et en accompagnant la production de charbon vert à partir de ressources renouvelables ou de déchets végétaux.



ENTREPRENARIAT ET FILIÈRES LOCALES

DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE, LE GERES SOUTIENT L'ENTREPRENEURIAT ET LES INITIATIVES LOCALES qui améliorent la compétitivité et la production, dans une perspective de démultiplication des impacts et de redistribution des bénéfices à l'échelle des territoires. Il accompagne les entrepreneurs et les artisans à préciser leur projet, à améliorer leur modèle économique et leur gestion et à pénétrer les marchés. Il met aussi en relation les différents acteurs et diffuse de bonnes pratiques économiques dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.



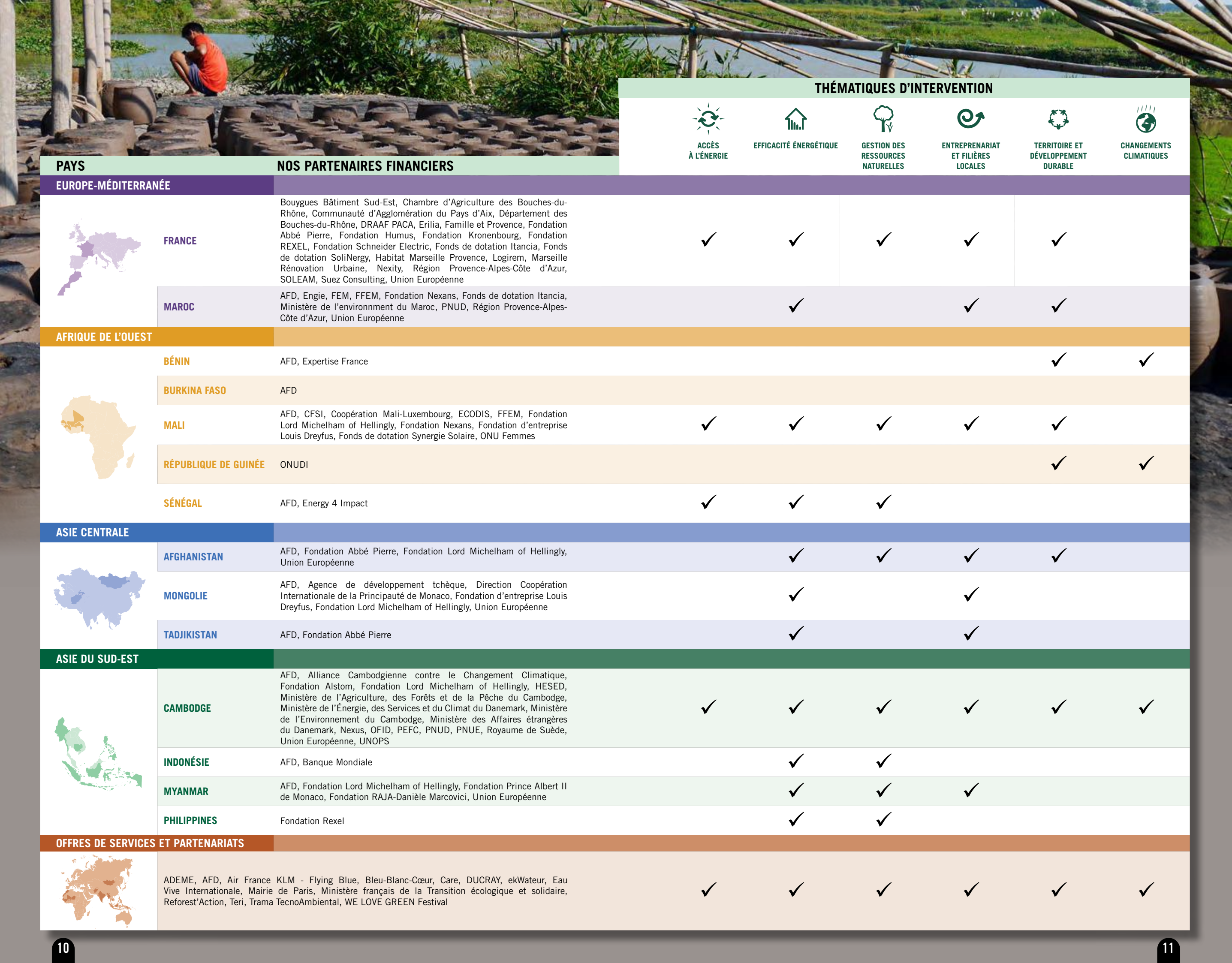
TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

FACE AUX ENJEUX ÉNERGÉTIQUES, CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX, les solutions à développer sont multiples et doivent être spécifiques à chaque territoire. Leur déploiement appelle des diagnostics de référence, des arbitrages concertés et leur viabilité à long terme repose sur leur appropriation par les populations et leurs représentants. Le GERES sensibilise et responsabilise les citoyens dans la gestion de leur patrimoine environnemental et soutient les politiques de transition écologique portées par les pouvoirs publics et les agences d'État.



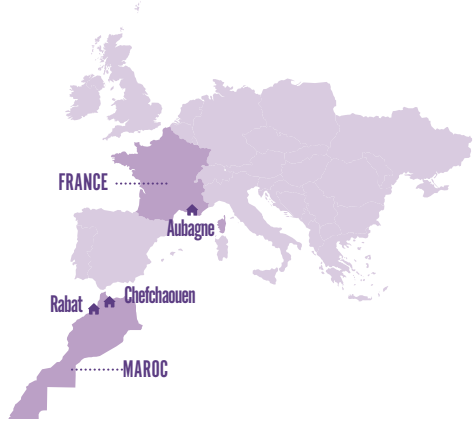
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ALORS QUE LES PAYS DÉVELOPPÉS RECONNAISSENT AUJOURD'HUI LEUR RESPONSABILITÉ HISTORIQUE dans les dérèglements climatiques, les populations les plus pauvres sont les premières impactées par ces évolutions : creusement des inégalités, exacerbation des vulnérabilités existantes, entrave à la croissance économique. Le GERES agit depuis plusieurs années à deux niveaux : en visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre au « Nord » et un développement sobre en carbone au « Sud », dans une démarche de Solidarité climatique, et en accompagnant les territoires dans leur adaptation aux changements climatiques.



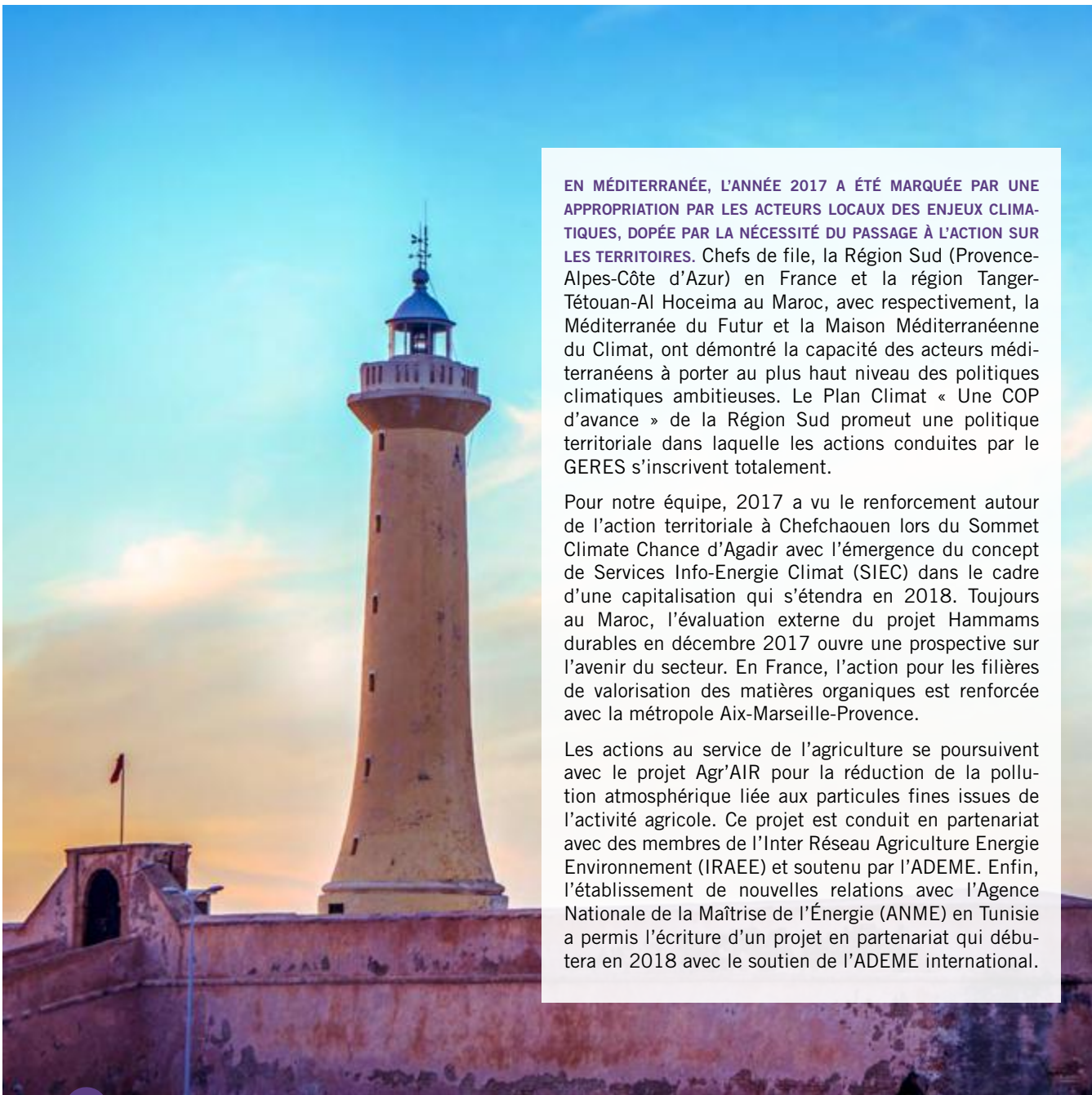
PAYS			THÉMATIQUES D'INTERVENTION					
NOS PARTENAIRES FINANCIERS			 ACCÈS À L'ÉNERGIE	 EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE	 GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	 ENTREPRENARIAT ET FILIÈRES LOCALES	 TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	 CHANGEMENTS CLIMATIQUES
EUROPE-MÉDITERRANÉE								
	FRANCE	Bouygues Bâtiment Sud-Est, Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, Département des Bouches-du-Rhône, DRAAF PACA, Erilia, Famille et Provence, Fondation Abbé Pierre, Fondation Humus, Fondation Kronenbourg, Fondation REXEL, Fondation Schneider Electric, Fonds de dotation Itancia, Fonds de dotation SoliNergy, Habitat Marseille Provence, Logirem, Marseille Rénovation Urbaine, Nexity, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, SOLEAM, Suez Consulting, Union Européenne	✓	✓	✓	✓	✓	
	MAROC	AFD, Engie, FEM, FFEM, Fondation Nexans, Fonds de dotation Itancia, Ministère de l'environnement du Maroc, PNUD, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Union Européenne		✓		✓	✓	
AFRIQUE DE L'OUEST								
	BÉNIN	AFD, Expertise France					✓	✓
	BURKINA FASO	AFD						
	MALI	AFD, CFSI, Coopération Mali-Luxembourg, ECODIS, FFEM, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fondation Nexans, Fondation d'entreprise Louis Dreyfus, Fonds de dotation Synergie Solaire, ONU Femmes	✓	✓	✓	✓	✓	
	RÉPUBLIQUE DE GUINÉE	ONUDI					✓	✓
	SÉNÉGAL	AFD, Energy 4 Impact	✓	✓	✓			
ASIE CENTRALE								
	AFGHANISTAN	AFD, Fondation Abbé Pierre, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Union Européenne		✓	✓	✓	✓	
	MONGOLIE	AFD, Agence de développement tchèque, Direction Coopération Internationale de la Principauté de Monaco, Fondation d'entreprise Louis Dreyfus, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Union Européenne		✓		✓		
	TADJIKISTAN	AFD, Fondation Abbé Pierre		✓		✓		
ASIE DU SUD-EST								
	CAMBODGE	AFD, Alliance Cambodgienne contre le Changement Climatique, Fondation Alstom, Fondation Lord Michelham of Hellingly, HESED, Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Cambodge, Ministère de l'Énergie, des Services et du Climat du Danemark, Ministère de l'Environnement du Cambodge, Ministère des Affaires étrangères du Danemark, Nexus, OFID, PEFC, PNUD, PNUE, Royaume de Suède, Union Européenne, UNOPS	✓	✓	✓	✓	✓	✓
	INDONÉSIE	AFD, Banque Mondiale		✓	✓			
	MYANMAR	AFD, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fondation Prince Albert II de Monaco, Fondation RAJA-Danièle Marcovici, Union Européenne		✓	✓	✓		
	PHILIPPINES	Fondation Rexel		✓	✓			
OFFRES DE SERVICES ET PARTENARIATS								
		ADEME, AFD, Air France KLM - Flying Blue, Bleu-Blanc-Cœur, Care, DUCRAY, ekWateur, Eau Vive Internationale, Mairie de Paris, Ministère français de la Transition écologique et solidaire, Reforest'Action, Teri, Trama TecnoAmbiental, WE LOVE GREEN Festival	✓	✓	✓	✓	✓	✓

ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES VILLES ET DES TERRITOIRES



EUROPE MÉDITERRANÉE

Précarité énergétique | Gestion des biodéchets | Agriculture durable |
Efficacité énergétique | Transition énergétique | Sensibilisation citoyenne |
Développement économique | Energies renouvelables



EN MÉDITERRANÉE, L'ANNÉE 2017 A ÉTÉ MARQUÉE PAR UNE APPROPRIATION PAR LES ACTEURS LOCAUX DES ENJEUX CLIMATIQUES, DOPÉE PAR LA NÉCESSITÉ DU PASSAGE À L'ACTION SUR LES TERRITOIRES. Chefs de file, la Région Sud (Provence-Alpes-Côte d'Azur) en France et la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima au Maroc, avec respectivement, la Méditerranée du Futur et la Maison Méditerranéenne du Climat, ont démontré la capacité des acteurs méditerranéens à porter au plus haut niveau des politiques climatiques ambitieuses. Le Plan Climat « Une COP d'avance » de la Région Sud promeut une politique territoriale dans laquelle les actions conduites par le GERES s'inscrivent totalement.

Pour notre équipe, 2017 a vu le renforcement autour de l'action territoriale à Chefchaouen lors du Sommet Climate Chance d'Agadir avec l'émergence du concept de Services Info-Energie Climat (SIEC) dans le cadre d'une capitalisation qui s'étendra en 2018. Toujours au Maroc, l'évaluation externe du projet Hammams durables en décembre 2017 ouvre une prospective sur l'avenir du secteur. En France, l'action pour les filières de valorisation des matières organiques est renforcée avec la métropole Aix-Marseille-Provence.

Les actions au service de l'agriculture se poursuivent avec le projet Agr'AIR pour la réduction de la pollution atmosphérique liée aux particules fines issues de l'activité agricole. Ce projet est conduit en partenariat avec des membres de l'Inter Réseau Agriculture Energie Environnement (IRAEE) et soutenu par l'ADEME. Enfin, l'établissement de nouvelles relations avec l'Agence Nationale de la Maîtrise de l'Énergie (ANME) en Tunisie a permis l'écriture d'un projet en partenariat qui débutera en 2018 avec le soutien de l'ADEME international.

DES SERRES BIOCLIMATIQUES SOURCES DE DIVERSIFICATION AGRICOLE



7 agriculteurs
accompagnés dans
leur projet de serre
bioclimatique

EN RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR, LES SERRES REPRÉSENTENT UNE SOLUTION ÉCONOME EN ÉNERGIE PERMETTANT DE DIVERSIFIER LA PRODUCTION, et de maintenir une activité en altitude et en territoires isolés. De plus, elles permettent de garantir une autonomie vis-à-vis de l'approvisionnement en semences.

Le projet a été lancé en 2016 avec l'identification des agriculteurs pilotes et l'élaboration des plans. S'en est suivi la construction et finalisation des 2 premières serres bioclimatiques et la mise en place des premiers semis dès janvier 2017 par les agriculteurs. Depuis, l'équipe du projet poursuit le suivi agronomique et énergétique des serres afin d'en évaluer les performances dans le contexte spécifique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En 2018, 2 nouvelles serres permettant 277 m² de culture seront mises en place par 2 autres agriculteurs.

2 technologies
proposées

+9°C à +20°C
de température
dans une serre
bioclimatique en hiver

205 m²
de serres
bioclimatiques
construites



Fabrice HOURS
42 ANS, INSTALLÉ EN
AGRICULTURE BIOLOGIQUE
DEPUIS 2011

“ L'objectif de cette serre bioclimatique est de consolider notre activité maraîchage et surtout de pouvoir démarrer la production de plants 2 mois plus tôt, de développer la vente de plants sur les marchés (personne n'en propose aujourd'hui) mais aussi de pouvoir produire des salades, épinards et radis toute l'année. Sans oublier un clémentinier et quelques fraises pour déguster un smoothie sous la neige ! ”

DIAGNOSTICS SOCIO-ÉNERGÉTIQUES : ACCOMPAGNER LES MÉNAGES À SORTIR DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



5,6 millions
de ménages français
en précarité énergétique

SOUFFRIR DU FROID EN HIVER DANS SON LOGEMENT, EN RAISON D'UNE MAUVAISE ISOLATION, D'APPAREILS PEU PERFORMANTS VOIRE DÉFECTUEUX OU DE RESSOURCES FAIBLES RESTE LE QUOTIDIEN DE NOMBREUX MÉNAGES EN FRANCE ET LA RÉGION MARSEILLAISE NE FAIT PAS EXCEPTION.

L'année 2017 a été l'occasion de consolider le partenariat avec des centres communaux d'action sociale, des bailleurs sociaux, des structures d'accompagnement social sur Marseille et ses environs afin de repérer les ménages vulnérables. Le GERES a débuté les diagnostics socio-énergétiques à domicile, avec pose de matériels économes, conseils personnalisés et orientation vers des solutions à long terme. L'installation de compteurs et d'écrans d'affichage des consommations électriques donne également aux ménages les clés de compréhension entre équipements et consommations.

L'évaluation des impacts socio-économiques de ces visites, notamment sur le plan des économies d'énergie et de l'amélioration du confort, sera réalisée en 2018 et viendra consolider les outils à destination des acteurs terrain.

FOCUS

Programme Solidiag

**RENFORCER LES ACTEURS
POUR RÉDUIRE LA PRÉCARITÉ
ÉNERGÉTIQUE : UN OBJECTIF
DU GERES.**

En 2017, cela s'est concrétisé par le lancement national de SoliDiag®, logiciel de suivi et animation de dispositifs territoriaux de réduction de la précarité énergétique. Diffusé par le CLER, SoliDiag® est utilisé par une trentaine de structures.

14 travailleurs
sociaux associés au
repérage des ménages

20 ménages
bénéficiant d'un
accompagnement sur-mesure

100 € /an
/ménage
économisés
+confort amélioré

LA DIFFUSION DE FOURS À GAZ ÉCONOMES POUR UNE MEILLEURE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE CHEZ LES MÉNAGES MAROCAINS



La consommation
de bois de feu au Maroc
est **2 fois**
supérieure à la production

ANCRÉE DANS LA CULTURE MAROCAINE, LA CUISSON DU PAIN À DOMICILE A UN IMPACT NON NÉGLIGEABLE SUR LA CONSOMMATION DES RESSOURCES NATURELLES. Si l'utilisation du bois diminue au profit du gaz du fait de l'urbanisation et de la modernisation de la société, la plupart des fours présents sur le marché sont énergivores et négligent les normes de qualité et de sécurité.

Le projet FaranEco, lancé en 2016, s'est donné pour ambition de développer des modèles de fours à haute performance énergétique et de fédérer des fabricants autour d'un Label commun.



Youness MOUFARREH
PDG DE DREAMGAZ

En 2017, après plusieurs mois de R&D mené au cœur même des ateliers des industriels ayant rejoint le projet, un cahier des charges a été adopté et les premiers prototypes ont été validés. La consécration de ce travail a été le lancement officiel, le 14 février 2017, du Label FaranEco qui réunit sous son égide 4 fabricants de fours qui garantissent une économie de gaz de 30 à 50%.

Grâce au soutien du GERES prodigué en marketing et en communication, quelques milliers de fours ont déjà été commercialisés à travers le pays. En 2018, il s'agira de renforcer la dynamique mise en place et de confirmer l'intérêt du consommateur pour ce type de produit, en menant notamment une enquête auprès des ménages. Cette année charnière verra également l'extension du projet vers des modèles de fours professionnels pour la petite boulangerie.

“ Nous avons réussi à fabriquer un four FaranEco, grâce aux orientations de l'association française GERES et l'association marocaine EnSen. Leur expertise technique nous a permis de mettre en place un four qui assure la cuisson du pain avec trois fois moins de gaz butane. Cela permet de concilier l'aspect économique et l'aspect écologique. Ce four réduit les émissions de monoxyde de carbone pour offrir une hygiène alimentaire et une utilisation sécurisée. ”



4 partenaires
industriels engagés
dans le Label FaranEco

5 768 fours
FaranEco commercialisés

Plus de **60 points**
de vente répartis sur
l'ensemble du Royaume

-30 à -50%
de consommation
de gaz pour les ménages

RELEVER LE DÉFI DE L'ACCÈS AUX ÉNERGIES DURABLES POUR LES POPULATIONS RURALES



AFRIQUE DE L'OUEST

Accès à l'énergie | Agrocarburant paysan | Agroécologie et agroforesterie | Cuisson améliorée | Energie productive | Entreprenariat féminin et rural | Transformation alimentaire

DES EFFORTS IMPORTANTS SONT ACTUELLEMENT MENÉS SUR LE CONTINENT AFRICAIN POUR GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES, À DES COÛTS ABORDABLES. Les énergies renouvelables, notamment sur les territoires isolés, répondent à cet objectif ambitieux. Dans un contexte de forte croissance démographique, et d'intensification des extrêmes climatiques, les efforts doivent se multiplier pour développer des solutions viables, contribuant au développement économique des territoires et la préservation des milieux naturels.

Le GERES est mobilisé depuis maintenant plus de 15 ans pour contribuer à relever ce défi en Afrique de l'Ouest. Avec nos partenaires, nous testons et diffusons des solutions améliorant l'accès à l'énergie productive en milieu rural, tout en veillant à l'efficacité énergétique des technologies proposées et à la valeur ajoutée générée localement par les filières soutenues. Nous appuyons les initiatives locales qui œuvrent à la restauration des écosystèmes forestiers, et à la gestion raisonnée des filières de bois énergie.

Nos actions qui associent étroitement les collectivités locales, le tissu associatif et entrepreneurial rural et les pouvoirs publics, visent à déployer les conditions nécessaires pour le changement d'échelle de l'accès à l'énergie.



L'ACCÈS À L'ÉNERGIE, UN LEVIER DE DÉVELOPPEMENT POUR LES PETITES ENTREPRISES RURALES



DANS LES ZONES ÉNERGÉTIQUEMENT DÉFAVORISÉES DU SAHEL, LES SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES DÉCENTRALISÉES (MINI CENTRALES, MINI RÉSEAUX) SONT DES ALTERNATIVES POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE BASE, mais aussi celui des chaînes de valeur agricoles et artisanales en favorisant la transformation locale.

La Zone d'Activités Electrifiée est une solution intégrée de fourniture d'électricité aux Petites Entreprises, aux Coopératives et aux Services Ruraux. Déployée sur un site isolé ou connectée à un mini réseau existant, la ZAE permet un accès à l'énergie conforme aux besoins techniques et aux horaires des entreprises rurales et offre un service d'accompagnement à l'entrepreneuriat : appui/conseil à l'installation d'entreprise, élaboration de plans d'affaires, appui en gestion et commercialisation, mise en relation avec les institutions financières de la place... Les entreprises bénéficient ainsi d'un écosystème global, favorable à la création de valeur et d'emplois.

La production d'électricité s'axe sur les énergies renouvelables disponibles localement, principalement le solaire dans la zone Sahel. Dimensionnée sur la base des besoins des entreprises rurales, la ZAE offre un modèle technico-économique attractif pour le secteur privé et les opérateurs d'électrification rurale. Elle s'inscrit dans la mission des collectivités locales de promotion de l'attractivité de leurs territoires.

30 entreprises
rurales bénéficiaires d'un
meilleur accès à l'électricité

100 000 €
de chiffres d'affaires
générés par an par ZAE

18 ZAE en
développement
pour 2018-2022



COMMENT AMORCER LE CHANGEMENT D'ÉCHELLE ?

Sur la base des résultats obtenus au travers de deux expériences pilotes au Mali, le GERES ambitionne de déployer les Zones d'Activités Electrifiées à plus large échelle via des mécanismes innovants de mobilisation de capitaux et la création d'une entreprise sociale de gestion des infrastructures et d'accompagnement des entreprises rurales. Un défi majeur pour 2018 !

SOUTENIR LES INITIATIVES FÉMININES DANS LA FILIÈRE BOIS ÉNERGIE EN FAVEUR DU CLIMAT

7%
du couvert
forestier

a disparu au Mali
en 10 ans.

(Source : Rapport National sur
l'Etat de l'Environnement)



LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ONT MIS EN EXERGUE LA FRAGILITÉ DES ÉCOSYSTÈMES, NOTAMMENT DANS LES ZONES ARIDES DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE. L'hostilité du climat mais aussi l'action anthropique exercent une pression croissante sur les ressources naturelles et forestières.

Conscients du rôle crucial mais aussi du recul du couvert forestier dans leur environnement, les populations des régions de Ségou et Sikasso ont initié une série d'actions complémentaires :

- **PROTÉGER LES ESPACES BOISÉS EXISTANTS** en instaurant des pratiques d'exploitation plus respectueuses des équilibres de régénération, reboiser les abords villageois, les parcelles de culture, et bénéficier ainsi d'un meilleur climat dont les bienfaits de l'agroforesterie sur la restauration des sols.
- **AMÉLIORER LES TECHNIQUES DE CARBONISATION**, en renforçant les capacités des producteurs de charbon.
- **FABRIQUER AVEC LES MATÉRIAUX LOCAUX** des équipements de cuisson plus efficaces et diffuser ces techniques de fabrication à travers la

structuration d'un mouvement associatif de femmes réparties dans les différents villages de la Région.

- **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS TECHNIQUES** en agroécologie et amélioration de la production pour les femmes des organisations de maraîchage.



Awa GOÏTA
PRÉSIDENTE DU PÉRIMÈTRE
DE SANÉ

53 855
plants reboisés
en 2017

4 750
foyers améliorés
produits et diffusés
par les femmes

7 associations
de femmes
accompagnées dans
leur structuration

“ Nous sommes
225 femmes qui
opérons sur le périmètre.
L'arrivée du projet a permis
de réduire le problème de la
malnutrition dans notre village
grâce à la consommation des
produits maraîchers. Les petits
revenus monétaires générés
sont utilisés pour l'achat
des semences et viennent
souvent en aide pour l'achat
de fournitures scolaires des
enfants et les soins médicaux.”

ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DANS L'INTÉGRATION DE LA DIMENSION CLIMAT ET ÉNERGIE DE LEUR PLANIFICATION



DEPUIS 2012, LE GERES TRAVAILLE ÉTROITEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES. Il s'appuie sur une démarche territoriale pour renforcer la prise en compte des enjeux énergie et climat dans les actions de développement local à travers des actions de diagnostic, de mobilisation et renforcement des compétences des acteurs pour la planification territoriale « climat-énergie » et l'identification de projets climato-compatibles avec le soutien aux initiatives d'adaptation et d'atténuation dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et foresterie, de l'aménagement du territoire ou encore de la gestion de l'eau.

FOCUS

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE L'AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE SAINT LOUIS AU SÉNÉGAL DANS LA RÉALISATION D'UN DIAGNOSTIC ÉNERGÉTIQUE RÉGIONAL.



Dans le cadre du Programme d'Accès à l'Énergie en Région de Saint Louis, une des composantes vise à mettre en place les conditions institutionnelles favorables à une promotion effective des énergies renouvelables à l'échelle de la région. Parmi ces conditions apparaissent une meilleure connaissance des problématiques énergétiques régionales, et une meilleure synergie entre les acteurs régionaux s'activant dans le secteur.

En 2017, l'ARD de Saint Louis a initié un Diagnostic Énergétique Régional, qui vise à dresser un état des lieux de la situation énergétique propre à cette Région du fleuve et constituer un atlas régional sur l'énergie. La finalité de cette action est d'alimenter les réflexions des acteurs régionaux sur les différents scénarios d'évolution possibles. Il s'agit également de contribuer à la définition par les acteurs régionaux d'une stratégie régionale en matière d'accès à l'énergie et de promotion des énergies propres, en adéquation avec les orientations nationales. Le GERES forme et accompagne les acteurs sur le terrain aux méthodologies et aux outils de diagnostic énergie en collaboration avec l'ONG Partenariat.



FONDS DE SOUTIEN AUX INITIATIVES LOCALES D'ADAPTATION ET D'ATTÉNUATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU BÉNIN.

Depuis 2015, en partenariat avec GERES et IDID, le Groupement Intercommunal des Collines s'est doté de nombreux outils méthodologiques pour une meilleure intégration des enjeux climat, à travers la réalisation de formations de son personnel et des services techniques régionaux, et la revue critique de ses outils de planification territoriale, notamment pour assurer leur climato-compatibilité.

En 2017, le GIC a amorcé un tournant important visant à matérialiser les effets de cette planification, avec la mise en œuvre d'actions concrètes d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques. Pour cela, il mise fortement sur le tissu associatif local du Département des Collines, et propose un outil innovant de financement direct de ces organisations avec un fonds spécial dédié aux initiatives locales entrant en cohérence avec les priorités retenues par l'Intercommunalité. Grâce à des appels à projets thématiques réguliers, ce fonds encourage les efforts déjà engagés sur le terrain par les acteurs locaux et met à disposition l'expertise technique du GIC dans le suivi des projets.

DÉVELOPPER DES SOLUTIONS BIOCLIMATIQUES DANS L'HABITAT ET L'AGRICULTURE



ASIE CENTRALE

Approches territoriales & changements climatiques | Solutions bas-carbone | Architecture solaire passive | Economies d'énergie | Agriculture bioclimatique | Développement économique | Enjeux nutritionnels | Sensibilisation citoyenne

LES CONDITIONS CLIMATIQUES DANS LES RÉGIONS MONTAGNEUSES ET LES HAUTS PLATEAUX DE L'ASIE CENTRALE SONT DIFFICILES ET LES ÉCOSYSTÈMES Y SONT VULNÉRABLES. LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE POSENT DE VÉRITABLES DÉFIS POUR L'HOMME ET SON ACTIVITÉ.

À Kaboul, l'une des villes les plus polluées au monde, la plupart des forêts d'origine ont disparu. Le pays connaît des hivers froids et neigeux avec des variations extrêmes de température entre la nuit et le jour. Cependant, une grande partie du pays bénéficie également de 300 jours d'ensoleillement par an, ce qui fait de cet environnement une région où les maisons passives sont bien adaptées au climat.

Au Tadjikistan, le GERES accompagne le secteur de l'habitat privé rural et urbain dans la rénovation et la construction de maisons énergétiquement performantes, ainsi que les particuliers souhaitant réaliser des économies d'énergie au quotidien.

Enfin, en Mongolie, les changements climatiques, conjugués à la dégradation des agroécosystèmes, ont gravement affecté la production de biomasse des pâturages et donc la disponibilité du fourrage. Il menace les moyens de subsistance des populations locales et pourrait conduire à un exode massif vers les villes. Le GERES accompagne donc les maraîchers dans les provinces de l'Arkhangai et de Khentii pour un meilleur accès de la population aux légumes biologiques et une augmentation des revenus.

DIFFUSION D'ÉQUIPEMENTS DOMESTIQUES ÉCONOMES EN ÉNERGIE EN AFGHANISTAN



517 €
= PIB / afghan/an

À KABOUL, LA POPULATION URBAINE A QUADRUPLÉ DEPUIS 2001, ATTEIGNANT ENVIRON 4,6 MILLIONS EN 2015. Cette augmentation, combinée à la raréfaction des combustibles fossiles et à une forte dépendance aux combustibles solides, a conduit le pays à la pressante nécessité de s'orienter vers une consommation d'énergie durable et un développement à faibles émissions, tant au niveau urbain que rural.

« Kabul Green Homes » est une initiative de trois ans offrant la possibilité d'explorer une gamme de solutions innovantes pour optimiser la consommation et l'approvisionnement énergétique domestique, protéger l'environnement local et mondial, renforcer les communautés et réduire la précarité énergétique.

Après une première phase d'émergence de la demande avec la diffusion de maisons basse consommation, le projet en 2017 a travaillé sur le transfert de compétences avec son partenaire Rural Movement Organization (RMO). Le GERES a également mis en place des mécanismes de financement en lien avec les institutions de microfinance permettant ainsi de se détacher du système de subvention.

Ces maisons vertes sont des maisons basse consommation construites pour augmenter les gains solaires et limiter les pertes de chaleur grâce à une combinaison de chauffage solaire passif et d'isolation, fournissant une énergie propre, donc « verte ». En 2018, le projet a pour objectif de consolider les compétences et savoir-faire de l'association professionnelle des artisans.



Maryam HAMZA
BÉNÉFICIAIRE D'UNE VÉRANDA À OSSATURE BOIS

“ Nous avons de nombreux problèmes dans la maison liés à l'énergie : la consommation élevée de carburant, la pollution, beaucoup de maladies dues au mauvais temps et froid en hiver et des difficultés avec le séchage des vêtements en saison froide. Avec l'installation de la véranda la plupart des problèmes sont résolus. Notre consommation de combustible de chauffage a été réduite d'au moins ¼. Nous pouvons utiliser la véranda pour de nombreuses activités familiales : les enfants jouent dans une pièce chaude et sans fumée. Souvent, nos invités sont intéressés et veulent par la suite installer une véranda dans leurs maisons. Je continue donc à sensibiliser mes proches à ces techniques d'efficacité énergétique. ”

5 nouvelles solutions d'économies d'énergie ont été développées

1 285 équipements bas-carbone diffusés

452 578 personnes touchées par des campagnes sur le changement climatique et l'efficacité énergétique

PROMOTION DE SOLUTIONS D'EFFICACITÉ ÉNERGETIQUE DANS L'HABITAT TADJIK



20%
du budget
des ménages
tadjiks
est consacré à l'énergie.

LE « CENTRE INFO ENERGIE » DE DUSHANBE AU TADJIKISTAN A POURSUIVI EN 2017 SA MISSION D'ACCOMPAGNEMENT DES MÉNAGES pour une meilleure maîtrise des dépenses énergétiques, avec une attention particulière pour les plus vulnérables. 4 ateliers d'auto-isolation réunissant bénéficiaires directs et voisins ont été organisés dans la capitale. Des matériaux d'isolation et des fiches techniques ont été distribués pour permettre à ces ménages d'agir pour réduire leur consommation d'énergie.

En parallèle, près de 20 futurs propriétaires ont été accompagnés pour la construction de maisons à basse consommation d'énergie. Dans ce cadre, 40 artisans ont pu développer leur savoir-faire concernant le design solaire passif et l'isolation des maisons.

Enfin, 30 étudiants et professeurs de l'Université Technique Tadjike ont participé au concours « Dessine la maison du futur » organisé par le GERES pour mobiliser les futurs spécialistes de la problématique de l'efficacité énergétique et des conditions de logement dans les zones rurales du Tadjikistan.



Mirzoev ABDOUQAHOR
PROPRIÉTAIRE D'UNE MAISON
À BASSE CONSOMMATION
ÉNERGÉTIQUE MODÈLE

“ En 2016, j'ai construit cette maison pour réduire ma consommation d'énergie. La différence avec une maison traditionnelle vient de l'orientation sud, ainsi que des fenêtres, des portes et du toit qui gardent la chaleur. De plus, la cuisine et la salle de bain sont à l'intérieur. C'est très confortable. ”

70 ménages
vulnérables participant
aux ateliers d'auto-rénovation

20 propriétaires
construisant des maisons
à basse consommation
énergétique

40 artisans
formés au solaire passif
et à l'efficacité énergétique
du bâtiment

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DES PROVINCES DE L'ARKHANGAI ET DE KHENTII



+7 mois
de conservation des
légumes avec l'utilisation
d'une cave bioclimatique

À TRAVERS LE PROGRAMME CEMAATERR EN MONGOLIE, LE GERES SENSIBILISE ET ACCOMPAGNE LES AUTORITÉS LOCALES DANS LA PRISE EN COMPTE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS EFFETS dans l'élaboration de leurs plans de développement local, à partir d'une approche territoriale, inclusive et participative.

De plus, le GERES a continué de soutenir le développement du secteur du maraîchage dans les provinces de l'Arkhangai et de Khentii à travers un programme complet basé sur l'approche de la ferme à la fourchette qui couvre toute la chaîne de valeur et son environnement favorable : de la production et la conservation des aliments à l'accès à des légumes locaux de haute qualité et à la génération de revenus supplémentaires pour les ménages. Le GERES s'est appuyé sur la mise en place de sessions de formation et de suivi sur mesure pour renforcer les capacités techniques (bioclimatisme), marketing et organisationnelles des acteurs agricoles.

L'objectif est maintenant d'établir des réseaux de producteurs pour mettre en commun leurs connaissances et leurs compétences et permettre à leurs voix d'influencer davantage les initiatives locales et la prise de décision. Le projet participe également à l'amélioration des

82 décideurs
sensibilisés aux effets des
changements climatiques

11 ateliers
communautaires
organisés

6 500 clients
bénéficient d'un meilleur
accès à des légumes frais

26 différents
légumes produits



Munkhnasan TSOGOO
GOUVERNEUR DE LA PROVINCE
DE L'ARKHANGAI, MONGOLIE

“ La diversité des graminées est en baisse, le surpâturage augmente en raison du grand nombre de bétail, et le calendrier saisonnier évolue, en particulier la durée de l'été et de l'hiver. Je suis heureux de travailler avec le GERES, dans le cadre du programme CEMAATERR qui renforce nos capacités de lutte contre les changements climatiques dans la province de l'Arkhangai. ”

moyens d'existence des communautés locales et met en évidence les avantages nutritionnels des légumes et leur inclusion dans le régime alimentaire mongol.

GÉRER DURABLEMENT LA BIOMASSE ÉNERGIE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ÉNERGÉTIQUES LOCAUX ET PRÉSERVER LES RESSOURCES NATURELLES



ASIE DU SUD-EST

Lutte contre la déforestation | Filières biomasse durables |
Énergie thermique durable | Agriculture résiliente aux changements climatiques |
Émancipation des femmes | Engagement du secteur privé |
Appui aux politiques publiques | Préservation des écosystèmes |
Développement communautaire

AU COURS DES VINGT DERNIÈRES ANNÉES, L'ASIE DU SUD-EST A CONNU UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE IMPORTANT, PRINCIPALEMENT PORTÉ PAR LA CROISSANCE DES SECTEURS INDUSTRIELS ET AGRO-ALIMENTAIRES. Ce développement rapide a généré des besoins énergétiques croissants, principalement satisfaits grâce au bois-énergie, qui reste la source d'énergie la plus abordable de la région. L'Asie du Sud-est, qui abrite 15% de la forêt tropicale mondiale, souffre donc d'un taux très élevé de dégradation des forêts et de déforestation, ce qui impacte négativement la biodiversité, le bilan carbone et les conditions de vie des populations.

Afin d'atténuer ces risques dans la région, nous continuons d'œuvrer au développement et au soutien du secteur biomasse-énergie. Après avoir longtemps travaillé sur la cuisson domestique et les solutions énergétiques pour les communautés, le GERES a élargi son champ d'intervention aux secteurs industriels, notamment au secteur textile, principal contributeur au changement climatique en Asie du Sud-Est. L'ambition est de contribuer au développement d'un environnement institutionnel propice à la croissance d'un secteur de la biomasse durable, en cohérence avec les stratégies nationales.

SOUTENIR LES FILIÈRES DURABLES D'APPROVISIONNEMENT DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE DOMESTIQUE AU CAMBODGE



3 milliards
de personnes dans le monde utilisent des foyers de cuisson polluants et inefficaces pour cuisiner



LE PROJET VISE À CRÉER LES CONDITIONS POUR L'ÉMERGENCE D'UN SECTEUR DE LA CUISSON DURABLE AU CAMBODGE, BASÉ SUR L'ADOPTION À GRANDE ÉCHELLE DE CUISEURS AMÉLIORÉS STANDARDISÉS (ICS) PRODUITS LOCALEMENT. En 2017, le projet s'est concentré sur le renforcement institutionnel d'un réseau professionnel engagé dans la production et la distribution de cuiseurs. En partenariat avec l'Institut cambodgien pour la recherche et le développement rural (CIRD), le GERES travaille avec les femmes et les hommes de cette filière pour renforcer leurs capacités et les rendre pleinement autonomes d'ici mi-2019. Une étape importante en 2017 a été l'Assemblée générale constitutive du CESPA, l'association cambodgienne pour la promotion de cuiseurs efficaces. Dirigés par leur nouvelle présidente, une jeune femme Entrepreneur qui enregistre la plus grande production d'ICS dans le pays, les membres du Conseil d'Administration CESPA s'engagent à protéger, développer et promouvoir leur marque à travers un certain nombre d'actions : enregistrement d'une marque, création d'une identité visuelle forte, développement d'un système de certification de qualité et

lancement d'une campagne de communication et de promotion à grande échelle. Pour soutenir la mise en œuvre de ce plan ambitieux, CESPA a recruté en 2017 une coordinatrice à temps plein et a ouvert un bureau à Kampong Chhnang.



Nick BERESFORD
DIRECTEUR PAYS CAMBODGE, PNUD

100
participants
à l'Assemblée Générale
Constituante de CESPA

1 femme
élue présidente de CESPA

14
formations
menées avec les membres
du conseil d'administration

“ Le PNUD Cambodge collabore de manière rapprochée avec le GERES pour identifier les voies possibles de promotion de la production et de la consommation durables de bois de feu. Cette collaboration continue a permis de tester une approche de marché innovante de promotion du charbon durable. Nous sommes ravis de pouvoir continuer à collaborer avec le GERES pour assurer une gestion durable des ressources naturelles du Cambodge.”

RECHERCHE SUR LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DURABLES DE BOIS DE FEU ET DE CHARBON AU CAMBODGE



6 millions
de tonnes de bois
consommés par an
au Cambodge

CE TRAVAIL DE RECHERCHE VISE À IDENTIFIER LES DIFFÉRENTES OPTIONS POUR ENCOURAGER LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DURABLES DE BOIS DE FEU ET DE CHARBON AU CAMBODGE.

À ce jour, la biomasse-énergie reste la principale source d'énergie utilisée au Cambodge. Si le charbon de bois est principalement utilisé par les ménages et les restaurants pour la cuisson, le bois de feu est également utilisé par un large éventail d'industries, y compris les usines de textile, de briques et de glace.

La conversion des zones forestières en terres agricoles a longtemps fourni des ressources en bois abondantes et bon marché, mais cela risque de devenir problématique au cours de la prochaine décennie. Les producteurs de charbon de bois se tournent maintenant vers les zones protégées pour collecter du bois, ce qui menace non seulement les écosystèmes forestiers, mais aussi les moyens de subsistance des communautés tributaires de la forêt.

La promotion de l'énergie durable de la biomasse dans un contexte de collecte non réglementée ne peut se faire que si certaines conditions sont remplies, comme un traitement différencié entre charbon illégal et charbon durable avec l'amélioration de la distribution et la commercialisation de ce dernier. De même, pour soutenir la croissance durable du secteur industriel, il conviendrait de promouvoir la transition vers les résidus de bois provenant des plantations existantes ainsi que les briquettes de balles de riz, avec en parallèle la promotion des investissements dans l'efficacité énergétique.



FOCUS

Parmi la consommation annuelle totale de bois de feu au Cambodge, 77% ne sont pas renouvelables : 48% étant fournis par la déforestation pour la production agricole, y compris le processus de conversion des concessions foncières à des fins économiques (ELC) et 29% par la surexploitation directe de bois de chauffage dans les zones forestières.



RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT SUR LES COMBUSTIBLES DE BIOMASSE ALTERNATIFS



780 000
tonnes /an de bois
de chauffage
consommées par le secteur
industriel au Cambodge

DEPUIS JUIN 2016, LE GERES MET EN ŒUVRE UN PROJET DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT INTITULÉ : « SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT BAS CARBONE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES CAMBODGIENNES ».

Le projet vise à soutenir le développement sobre en carbone de l'industrie cambodgienne, en mettant l'accent sur les industries textiles et de briques. L'objectif est de travailler sur les obstacles qui s'opposent à un approvisionnement énergétique durable en biomasse pour la production d'énergie thermique. Dans cette perspective, le GERES a établi une classification des résidus agricoles existants au Cambodge : résidus de champ tels que la paille de riz ou les tiges de maïs (dispersées sur le terrain) ou encore les résidus d'usine (résultat du traitement et de la récolte) comme la balle de riz ou les épis de maïs. L'existence de technologies déjà utilisées dans la région pour traiter ces résidus agricoles à grande échelle est également un critère majeur pour évaluer leur potentiel en tant que combustible. Le GERES a identifié les briquettes de balles de riz comme une alternative prometteuse au bois de chauffage

pour le secteur du vêtement, mais des défis restent à relever pour garantir que le passage du bois aux briquettes de riz reste une solution techniquement et économiquement viable pour le secteur du vêtement.

1,5 million
de tonnes de balles de
riz produites chaque année
au Cambodge

+67%
d'augmentation
du prix du bois forestier
en 5 ans

Seuls 2 producteurs
de riz ont investi dans la
production de briquettes de riz
au Cambodge



FOCUS

ÉTUDE DE CAS H&M

Les usines d'approvisionnement de H&M brûlent plus de 72 000 tonnes de bois chaque année pour produire de la vapeur. Le bois consommé est difficilement traçable et il est très probable qu'il contribue directement à la déforestation. C'est un sujet de préoccupation pour H&M, qui collabore avec le GERES pour identifier des options de carburants légaux et durables pour ses fournisseurs.

CONSEIL ET SERVICES POUR LUTTER CONTRE LES VULNÉRABILITÉS ÉNERGÉTIQUES ET CLIMATIQUES



OFFRE DE SERVICES

Énergie productive et décentralisée | Électrification rurale hors-réseau |
Approches territoriales & changements climatiques |
Stratégies climat locales et nationales |
Accompagnement à l'entrepreneuriat durable | Agriculture & climat |
Biomasse-énergie | Approche genre & mobilisation d'acteurs

GERES EXPERTISE PORTE LES COMPÉTENCES TRANSVERSALES DE L'ORGANISATION. CRÉÉE EN 2014, CETTE UNITÉ INTERVIENT EN APPUI AUX PROJETS DE TERRAIN DU GERES. Elle est également le véhicule de dissémination sur d'autres territoires, et auprès d'autres partenaires, de solutions techniques développées pour répondre aux défis énergétiques, environnementaux et climatiques des pays en développement.

Son offre de service s'articule autour de conseils techniques, formations, études, diagnostics et actions de plaidoyer. Ces services sont mis en œuvre auprès d'institutions partenaires : autorités locales, entreprises, organisations internationales, organisations de la société civile ou agences de développement.

L'équipe, composée de huit conseillers et conseillères techniques répartis entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe, coordonne un certain nombre de programmes multi-pays et multisectoriels du GERES et intervient sur un large prisme thématique.

ACCÈS À L'ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



+35%
de personnes
ayant accès à l'électricité
depuis l'an 2000

(Source : Agence Internationale
de l'Énergie)

L'ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE SONT DES PRIORITÉS D'INTERVENTION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ÉTANT VECTEURS D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE BAS CARBONE ET D'IMPACTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX SIGNIFICATIFS.

Pour info : www.worldenergyoutlook.org/resources/energydevelopment/

Bien que les solutions techniques existent, de nombreux freins empêchent leur dissémination à grande échelle par le secteur privé local. Parmi eux on notera les investissements importants nécessaires (de l'ordre de 300 milliards d'euros par an d'ici 2020 et 500 milliards d'ici 2030 en priorité dans les zones rurales), l'absence de modèles économiques éprouvés et un manque de capacité technique et managériale localement.

L'objectif du GERES à travers le programme ECODEV est de démontrer, dans quatre projets dans des pays avec des contextes géographiques sociaux et économiques différents, la viabilité économique des solutions d'accès à l'énergie durable et d'efficacité énergétique et de mettre en avant les actions nécessaires pour créer des environnements favorables, avec pour objectif final de favoriser le changement d'échelle en lien avec les objectifs de développement durable et l'initiative SE4ALL.

AU MALI, la Zone d'Activités Elektrifiées à Konséguela a permis la création ou la consolidation de 11 TPE, soit 54 emplois directs.

137 très petites et moyennes entreprises ont été accompagnées par ECODEV en 2017

410 000 € investis par les TPE/PME dans leurs outils de production

AU MAROC, quatre fabricants de fours à gaz ont été accompagnés pour la production et la diffusion d'équipements de qualité, notamment via la création d'un label d'efficacité énergétique FaranEco.

AU MYANMAR, 60 TPE impliquées dans la production et/ou la dissémination de foyers de cuisson améliorés permettent la réduction de la consommation de bois de 30%.

AU TADJIKISTAN, l'accent est mis sur l'efficacité énergétique de l'habitat par un fort soutien à la maîtrise et aux économies d'énergie avec un réseau de plus de 80 artisans et 300 porteurs de projet.



FOCUS

LE SOUTIEN AUX PETITS ENTREPRENEURS

est une des activités principales d'ECODEV, notamment via le renforcement de capacité technique et managériale. En octobre, ECODEV a organisé au Mali une session de formation pour les TPE de la Zone d'Activité Elektrifiée, en s'appuyant sur le programme de formation GERME – Gérez Mieux votre Entreprise - de l'Office International du Travail. Les TPE ont reçu de précieux conseils en gestion simplifiée et en marketing. Elles ont ainsi mis en pratique ces apprentissages pour assurer le développement de leur entreprise.

FAVORISER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE DES TERRITOIRES



AVEC L'AVÈNEMENT DES PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION ET DE DÉCONCENTRATION, PLUS OU MOINS AVANCÉS SELON LES PAYS, les collectivités et autorités locales jouent un rôle moteur pour concrétiser les engagements nationaux à travers des initiatives de terrain mobilisant les acteurs de leur territoire.

Afin d'appuyer ces dynamiques, le programme CEMAATERR sensibilise et accompagne des institutions locales dans la structuration et le déploiement de stratégies d'adaptation et d'atténuation dans des territoires ruraux et des villes intermédiaires particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques.

AU BÉNIN, dans le département des Collines, nous accompagnons la montée en compétences et l'autonomisation du Groupement Intercommunal des Collines pour la mise en œuvre de projets climato-compatibles.

AU CAMBODGE, dans la province de Kampong Chhang, nous renforçons des coalitions d'acteurs locaux en vue de stimuler des politiques nationales climat-énergie.



Raymond AZOKPOTA
DIRECTEUR PAYS BÉNIN

“ L'association des collectivités locales en amont des projets est indispensable pour garantir leur appropriation sur le terrain et leur pérennisation.”

AU MAROC nous travaillons avec la commune de Chefchaouen pour consolider son engagement en faveur de la transition énergétique et disséminer son expérience à l'échelle régionale.

EN MONGOLIE, dans la Province de l'Arkhangai, nous nous appuyons sur la promotion de solutions bioclimatiques dans l'habitat et l'agriculture pour sensibiliser et démontrer la pertinence de politiques publiques locales climat-énergie.

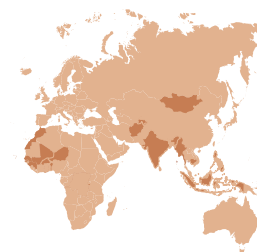
28 institutions
publiques locales
accompagnées

Appui apporté à
l'élaboration de
14 documents
de planification
climat-énergie

75 000 km²
de territoires
couverts par une planification
territoriale climat-énergie.

À travers la composante transverse, les enseignements et connaissances issus de ces expériences sont capitalisés et valorisés afin de favoriser leur réplique sur d'autres territoires.

LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DE L'ACTION DU GERES



EN 2017, LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES A CONSTITUÉ UNE THÉMATIQUE CENTRALE D'INTERVENTION DU GERES.

Des diagnostics participatifs de vulnérabilités ont été conduits dans six communes du Niger, au Burkina Faso et dans les six districts d'intervention du programme Central Highlands en Afghanistan. Ces diagnostics visent à réaliser une analyse comparative des données climatiques et du ressenti des populations locales afin de conseiller les décideurs locaux quant aux options d'adaptation prioritaires sur leur différent territoire.

Le GERES a également mené des formations au sein du réseau Cicle sur les enjeux climat internationaux, l'adaptation et les outils de mesure des vulnérabilités. L'association a aussi organisé ces formations auprès des représentants d'autorités locales d'Afrique de l'Ouest (Niger, Congo, Mali & Sénégal) avec l'institut Forhom & Egis International et de la Province mongole de l'Arkhangai.

35 participants
à la formation Cicle
et 7 participants
à la formation Egis

28 organisations
de la société civile parties
prenantes de la Commission
Climat et Développement

Le GERES a conservé son rôle de Chef de file de la Commission Climat & développement de Coordination SUD visant à nourrir le débat sur les politiques climatiques auprès des acteurs nationaux impliqués dans les enjeux climat & développement. Son rôle a aussi été de favoriser le renforcement des compétences et la diffusion des outils nécessaires à une meilleure intégration des questions climatiques dans les projets de développement des ONG du Nord et du Sud.



LE CLIMAT, UN ENJEU CENTRAL DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pour le GERES, changements climatiques et ODD sont indissociables. Ceci l'a conduit à la création d'un positionnement plaçant la lutte contre les changements climatiques au centre de l'atteinte des 17 ODD. La lutte contre les changements climatiques et l'adaptation sont connectées à chacun des grands enjeux planétaires : santé, faim dans le monde, économie, accès à l'eau, préservation de la biodiversité...

SOLIDARITÉ CLIMATIQUE : ENSEMBLE POUR PLUS D'ÉQUITÉ CLIMATIQUE !

Agir

Nous devons nous engager, à notre niveau, dans la transition sociétale et écologique en changeant nos comportements et en adoptant des pratiques plus respectueuses du climat.



Soutenir

Nous devons soutenir le développement propre et l'adaptation des populations vulnérables aux changements climatiques en favorisant l'innovation et la diffusion de solutions durables.

LA CAUSE DE LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE.

La Solidarité climatique invite à plus d'équité dans la lutte contre les changements climatiques. Elle propose une action juste et cohérente, une ouverture d'esprit et de cœur pour un avenir commun meilleur. Elle est une cause universelle que chacun peut s'approprier.

La Solidarité climatique est une cause que le GERES porte depuis plus de 10 ans : il s'agit de réduire rapidement et drastiquement l'empreinte carbone des pays industrialisés et d'accompagner le développement bas-carbone et l'adaptation sur tous les continents.

LE MOUVEMENT DE LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE, UNE COMMUNAUTÉ D'ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ENGAGÉE POUR LE CLIMAT.

Il s'agit d'entreprises, de collectivités et d'associations qui s'engagent à mobiliser les citoyens (consommateurs, collaborateurs, administrés...) à agir pour le climat et soutenir les populations les plus vulnérables dans leur développement propre et leur adaptation face aux changements climatiques. Ce Mouvement s'est ainsi lancé le défi d'atteindre d'ici 2020 l'accompagnement d'un million d'acteurs du développement bas-carbone dans les pays aujourd'hui en pleine transition économique et aider les pays les plus exposés aux changements climatiques à améliorer leur résilience. Cet objectif ne pourra être atteint qu'avec la mobilisation de tous les acteurs de la société civile engagés aux côtés du GERES.

1 million
d'actions citoyennes pour le climat d'ici à 2020

DES GESTES CLIMATS ET SOLIDAIRES AU QUOTIDIEN.

Après avoir mobilisé, dans un premier temps, entreprises, associations et collectivités autour de cet enjeu, le Mouvement pour la Solidarité climatique a pris de l'ampleur en 2017 avec la mise en ligne d'une plateforme de mobilisation à destination des citoyens qui veulent s'engager dans leur quotidien pour le climat. Elle permet de comptabiliser les gestes climat et solidaires des citoyens.

L'objectif de cette plateforme est de montrer aux citoyens qu'ils agissent déjà au quotidien pour le climat et qu'ils peuvent aller encore plus loin en leur permettant de découvrir de nouveaux gestes qui participent à la lutte contre les changements climatiques.



PASSER CHEZ UN FOURNISSEUR D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

36 CITOYENS DÉJÀ ENGAGÉS



INSTALLER DES ÉCONOMISEURS D'EAU SUR SES ROBINETS

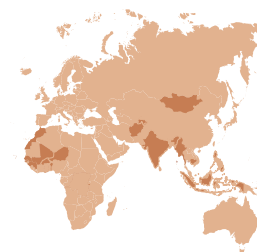
34 CITOYENS DÉJÀ ENGAGÉS

6 entreprises,
1 collectivité,
3 associations et
1 festival
« Ambassadeurs de la Solidarité climatique »

24 organisations de la société civile
« Amies de la Solidarité climatique »

3 174 citoyens engagés dans le mouvement de la Solidarité climatique

CO₂ SOLIDAIRE : DONNER UN VISAGE HUMAIN À LA COMPENSATION CARBONE



PREMIÈRE INITIATIVE FRANÇAISE DE COMPENSATION CARBONE, LE PROGRAMME CO₂SOLIDAIRE accompagne depuis 12 ans les entreprises, collectivités et associations dans leur démarche de compensation carbone volontaire en leur permettant de soutenir des projets solidaires à forts impacts sociaux et environnementaux certifiés par des standards reconnus.



Avec la mise en ligne de son nouveau site web, CO₂Solidaire propose aux particuliers de compenser leurs émissions via le calculateur CO₂. Il permet aux particuliers d'estimer leurs émissions pour les sensibiliser à l'empreinte carbone de leurs déplacements, puis de les com-

penser en soutenant directement en ligne les projets proposés par la plateforme.

Les déplacements représentent environ 33% de l'empreinte carbone d'un français.



34 170
crédits carbone
vendus en 2017

44 partenaires
ont soutenu des projets
via CO₂Solidaire

+60,5%
de particuliers
ayant compensé leurs
émissions en 2017

8 projets de
compensation
carbone proposés

INFOCC : LA PLATEFORME PÉDAGOGIQUE DE LA COMPENSATION EN FRANCE

INFOCC compensation carbone

En 2017, la plateforme pédagogique Info Compensation Carbone (InfoCC) soutenue par l'ADEME et le Ministère de la Transition écologique et solidaire a poursuivi son rôle de centre de ressources pour la compensation carbone et de sensibilisation des acteurs à la création d'un cadre national de certification pour les projets agricoles et forestiers. La fréquentation du site internet a fortement augmenté avec une hausse de 37% du trafic, confirmant l'intérêt pour la plateforme.

Un nouvel état des lieux a été réalisé. Cette troisième édition a proposé une photographie du marché volontaire en France pour l'année 2016. Les données ont été collectées auprès des 8 opérateurs français qui proposent des crédits carbone à la vente.

5 nouveaux
supports
pédagogiques
ont été réalisés

31 brèves
d'actualité
ont été mises en ligne

5 sessions
de formation
au label Bas Carbone
ont été organisées

NOS PUBLICATIONS

Parallèlement à sa mission d'encadrement et de réalisation de projets, le GERES capitalise ses expériences, études, résultats et connaissances et partage son expertise au travers de guides pratiques, d'ouvrages techniques mais aussi de pages web et de vidéos.

Ces publications, parfois réalisées en plusieurs langues, sont disponibles dans la rubrique « Ressources » de notre site internet.

Voici quelques réalisations de 2017.

Publication de guides

ETUDE DE VULNÉRABILITÉ ET DE RÉSILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES - AFGHANISTAN

Cette étude vise à présenter l'analyse la plus complète des vulnérabilités face aux effets et impacts, présents et futurs, du changement climatique pour les communautés locales vis-à-vis de leur moyen de subsistance. Pour cela, l'analyse s'appuie sur les données climatiques disponibles les plus précises, et sur les témoignages des communautés locales de la région Central Highlands.

www.geres.eu/fr/ressources/publications



Réalisation numérique

LE GESTE CLIMAT ET SOLIDAIRE QUOTIDIEN DU CITOYEN

Le mouvement de la Solidarité climatique lancé par le GERES en 2015 rassemble aujourd'hui 11 Ambassadeurs, 24 Amis et 3 174 Citoyens. Une plateforme de mobilisation a été créée afin de rassembler le plus grand nombre de ces citoyens autour de cette cause. Sur cette plateforme ils sont ainsi invités au nom de la Solidarité climatique à réaliser quotidiennement un geste pour le climat et à soutenir le développement des populations vulnérables. En réduisant leurs impacts sur le climat, ils agissent pour eux-mêmes comme pour les autres.

<https://actions.solidariteclimatique.org>



Nos projets en vidéos



SERRES SOLAIRES PASSIVES EN MONGOLIE POUR DÉFIER LES HIVERS FROIDS

Le GERES est présent en Mongolie depuis août 2010 et s'attache à accompagner le développement du maraîchage dans les zones urbaines et rurales grâce à des solutions techniques innovantes pour étendre la période de production (serres solaires passives) et améliorer le stockage des légumes (celliers bioclimatiques) afin de rentabiliser les productions familiales. Ces outils sont adaptés aux conditions climatiques locales et conçus pour pouvoir être directement construits par les producteurs.

Cette vidéo est à retrouver dans la playlist « Mongolie » de notre chaîne Youtube.

www.youtube.com/watch?v=EcoKCEFXvTs



IMEPS – UN CUISEUR POUR PETITES ENTREPRISES RURALES DE TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

Le GERES a développé un cuiseur (IMEPS) 30% plus performant que le traditionnel : réduction significative de la consommation de bois, ou remplacement total du bois par de la biomasse, baisse des émissions de fumées nocives. C'est une solution pour les agriculteurs cambodgiens qui comptent sur d'autres activités génératrices de revenus pendant la saison sèche comme la transformation alimentaire à petite échelle.

Cette vidéo est à retrouver dans la playlist « Cambodia » de notre chaîne Youtube.

www.youtube.com/watch?v=bOY6aiy2vsM



PROGRAMME CENTRAL HIGHLANDS EN AFGHANISTAN

Mis en place par un consortium de trois ONG françaises, le programme Central Highlands se focalise sur l'amélioration de la vie des populations rurales dans les montagnes afghanes en promouvant un développement équilibré ainsi que la préservation des ressources naturelles.

Cette vidéo est à retrouver dans la playlist « Central Highlands Programme » de notre chaîne Youtube.

www.youtube.com/watch?v=bOY6aiy2vsM



CONFÉRENCE «UN MONDE DURABLE À PORTÉE DEMAIN» AU MUCM

Le 10 mai 2017, le GERES a convié partenaires, adhérents, donateurs et sympathisants au Musée des civilisations et de la Méditerranée (MuCEM) à Marseille pour célébrer ces 40 années d'action commune et réfléchir au monde que nous voulons construire demain. Acteurs de terrain et experts ont témoigné et débattu lors d'une grande conférence, qui a mobilisé plus de 300 participants.

Cette vidéo est à retrouver dans la playlist « GERES in action » de notre chaîne Youtube.

www.youtube.com/watch?v=xf3W14RXx2c

RAPPORT FINANCIER

Le budget atteint 7,3 M€. La forte baisse constatée (-2,6 M€) ne traduit pas une diminution de l'activité directe du GERES. Ainsi les emplois effectifs (hors excédent, stock, provisions et engagements à réaliser) s'élèvent à 6,9 M€ en 2017, contre 8,2 M€ en 2016. Cette baisse de 1,3 M€ correspond au montant de la subvention reversée à nos partenaires du programme Central Highlands en Afghanistan (1,4 M€ en plus en 2016 qu'en 2017).

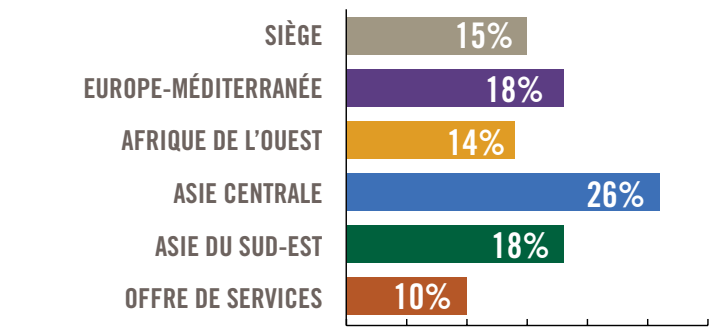
L'Asie Centrale représente toujours la première région d'activités, avec le quart du total des emplois. Viennent ensuite pour 18% chacune, l'Asie du Sud-Est, dont le poids a diminué en 2017 en raison de la baisse de la vente de crédits carbone, et la région Europe-Méditerranée qui

inclut la France dont le poids a fortement augmenté en 2017. L'Afrique de l'Ouest a inversé la tendance et a vu son poids relatif augmenter de 9% à 14%. L'unité transversale d'Expertise reste stable à 10% des emplois.

Les frais de fonctionnement et de recherche de fonds représentent 14,6% du budget total, en augmentation en valeur relative (ils s'élevaient à 13,7% en 2016). En valeur absolue, ils sont en baisse (0,9 M€ en 2017 contre 1,2 M€ l'année précédente).

Le GERES est excédentaire pour son exercice comptable 2017, avec un résultat de 119 K€. Cet excédent, s'explique en partie par des ventes de crédits carbone mais contrairement à l'année passée le GERES est excédentaire sans prise en compte de ces ventes.

RÉPARTITION DU BUDGET PAR RÉGION



LE RÉSULTAT

Pour la quatrième année consécutive, le GERES a dégagé un excédent.

En 2017 il s'élève à 119 K€ : il est constitué pour 114 K€ des produits de vente de crédits carbone, et d'un bénéfice de 5 K€ sur les activités opérationnelles. Si ce dernier est faible, les activités opérationnelles du GERES avaient dégagé un déficit de 72 K€ en 2016, l'amélioration est donc significative.

Cette évolution reflète les perspectives que nous évoquons en 2017, à savoir aboutir à une meilleure couverture des dépenses de l'association à travers les différents projets mis en œuvre grâce à une meilleure valorisation de notre expertise.

TRANSPARENCE FINANCIÈRE



Les comptes sont arrêtés lors du CA du GERES du 4 juin 2018 et certifiés par le commissaire aux comptes Llinas Audit. Le GERES a reçu le label IDEAS en 2014. Il atteste de la qualité de nos pratiques en

LES PERSPECTIVES

Le GERES va poursuivre sa stratégie de renforcement de ses fonds propres. En complément de la valorisation de notre expertise dans les différents projets évoquée ci-contre, les perspectives sur lesquelles nous travaillons sont notamment la mobilisation de fonds non dédiés portés par le Mouvement de la Solidarité Climatique lequel a pris de l'ampleur en 2017 (cf. page 32 du Rapport annuel pour plus d'informations sur cette cause).

Nous espérons aussi pouvoir développer des ressources avec la Finance Carbone qui pourrait redémarrer notamment au Mali et sur la base de certaines de nos expertises dans le cadre de « Social Business ». Ainsi, les « Zones d'Activités Electrifiées » dont nous avons développé le modèle au Mali, pourraient nous permettre de créer de nouveaux partenariats avec des investisseurs.

matière de gouvernance, gestion financière et suivi de l'efficacité de notre action. Ce Label est attribué par un comité indépendant et s'appuie sur une analyse approfondie et des contrôles externes effectués par des professionnels sur 120 indicateurs.

BILAN

ACTIF	2017	2016	Écart 2017 - 2016
ACTIF NET IMMOBILISÉ EN €	179 294	179 482	0%
En-cours de production de services	71 493	108 642	-34%
Stock de produits finis	26 098	108 224	-76%
Créances d'exploitation	9 558 269	8 744 343	9%
Produits à recevoir	278 199	76 118	265%
Charges constatées d'avance	17 632	15 147	16%
Disponibilités	1 525 768	3 069 394	-50%
ACTIF NET CIRCULANT EN €	11 477 459	12 121 868	-5%
TOTAL ACTIF NET EN €	11 656 753	12 301 350	-5%

PASSIF	2017	2016	Écart 2017 - 2016
Fonds social	823 602	547 416	50%
Résultat de l'exercice	119 254	276 186	-57%
FONDS ASSOCIATIFS EN €	942 856	823 602	14%
Provisions pour fin de carrière	63 120	61 181	3%
Provisions pour risques	283 864	297 118	-4%
Fonds dédiés	346 557	359 797	-4%
PROVISIONS EN €	693 541	718 096	-3%
Dettes auprès des établissements de crédit	257 340	276 964	-7%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	177 815	313 007	-43%
Dettes fiscales et sociales	347 248	404 586	-14%
Produits constatés d'avance	9 237 953	9 765 095	-5%
DETTES EN €	10 020 357	10 759 652	-7%
TOTAL PASSIF NET EN €	11 656 753	12 301 350	-5%

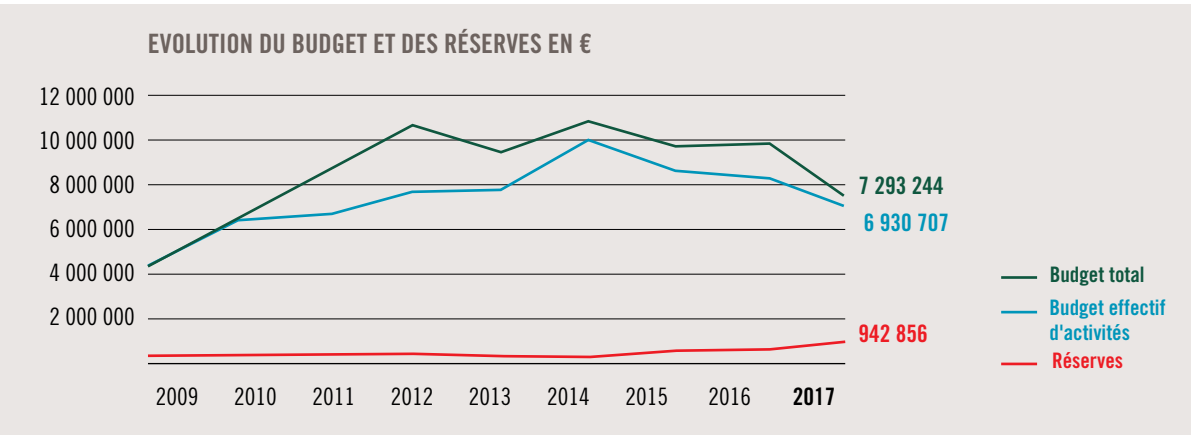
Le bilan atteint 11,7 M€ au 31/12/2017.

La situation financière continue à s'assainir grâce à la réalisation d'excédents **ces cinq dernières années : 119,2 K€ en 2017 après 276,2 K€ en 2016**, ce qui permet d'accroître **les fonds propres du GERES**.

La trésorerie nette a baissé entre 2016 et 2017 même si elle reste largement positive 1,5 M€ au 31/12/2017 contre 3,1 M€ fin 2016 (-1,6 M€)

En effet bien que le résultat excédentaire dégagé ait permis d'augmenter **le fonds de roulement, la trésorerie dégagée par l'activité a fortement diminué**. Ainsi **même si le besoin en fonds de roulement est toujours négatif en 2017** et constitue donc une ressource de financement, il ne s'élève plus qu'à -736 K€ en 2017 contre -2,5 M€ un an plus tôt. Contrairement à l'année dernière, les produits constatés d'avance sont inférieurs de 599 K€ aux créances d'exploitation : le GERES a dû avancer des fonds pour mettre en œuvre certaines activités des projets, en attendant le versement des fonds par les bailleurs.

LES RÉSERVES



Les réserves s'élèvent à 943 K€, en augmentation par rapport à 2016 grâce à l'excédent réalisé l'année passée. La stratégie

Le constat reste malgré tout très positif à la clôture de l'exercice 2017.

Toutefois, et comme nous l'expliquions dans notre rapport annuel 2016, l'activité de l'association reste dépendante du cycle des projets. Le fait que le délai de versement des fonds par les bailleurs s'allonge et le fait que dans le même temps ceux-ci souhaitent solliciter des projets avec de gros volumes financiers, rendent d'autant plus nécessaire la poursuite de l'augmentation du fonds de roulement et par conséquent des réserves.

Les fonds dédiés ont légèrement diminué en 2017 (-4%, -13 K€) en raison de la baisse des ventes de crédits carbone qui alimentent un fonds dédié au Cambodge. Les utilisations de fonds dédiés ont été supérieures aux fonds dotés en 2017.

Par ailleurs la diminution du niveau des stocks et celle des provisions pour risques sont à analyser ensemble : les entrées en stock des crédits carbone étant provisionnées à 100%, les provisions sont extournées au fur et à mesure de la vente de ces crédits et donc de leur sortie des stocks. Ceux-ci ne sont plus significatifs (27 K€ au 31/12/2017).

financière du GERES reste de renforcer ses fonds propres puisque ceux-ci ne représentent environ qu'un mois et demi d'activités.

LES RESSOURCES

RESSOURCES	2017	%	2016	%	Écart 2017 - 2016	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2017
1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	88 546	1,2%	69 663	0,7%	27%	88 546
- Dons manuels non affectés	-		-			
- Dons manuels affectés	88 546		69 663		27%	88 546
2- SUBVENTIONS	6 186 785	84,0%	6 927 844	69,7%	-11%	
- Publiques	4 518 923		5 415 381		-17%	
- Privées	1 667 863		1 512 463		10%	
3- PRODUCTION VENDUE	704 299	9,7%	1 497 984	15,1%	-53%	
- Crédits carbone	253 006		805 228		-69%	
- Prestations de service	451 293		692 756		-35%	
4- AUTRES PRODUITS	313 613	4,3%	1 442 902	14,5%	-78%	
- Report des ressources non réalisées des exercices antérieurs	73 706		118 445		-38%	
- Stock de produits finis	-		-			
- Reprise des provisions	93 254		1 227 160		-92%	
- Autres produits d'activité	146 654		97 296		51%	
INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-					
TOTAL RESSOURCES EN €	7 293 244	100%	9 938 392	100%	-27%	
Total des ressources collectées auprès du public						88 546
TOTAL RESSOURCES EFFECTIVES EN € (Hors déficit, stock, reprise de provisions, report des ressources non réalisées des années antérieures)	7 126 284	98%	8 618 694	87%	-17%	

Les ressources effectives d'activité s'élèvent à 7,1 M€ en 2017, en diminution de 1,5 M€ par rapport à 2016.

Les subventions représentent 87% des ressources effectives d'activité, avec un poids nettement majoritaire des subventions publiques, qui comptent pour 63% des ressources effectives d'activité, comme en 2016.

Les subventions publiques sont en baisse respectivement de 5 415 K€ à 4 518 K€ (-17%) alors que les subventions privées sont en augmentation de 1 512 K€ à 1 668 K€ à € (+10%). Le GERES reste mobilisé pour la recherche de partenaires financiers privés.

Les ventes de crédits carbone ont fortement chuté (-69%) comme nous l'avions prévu. Elles ne représentent plus que 4% du total des ressources effectives d'activité en 2017 et devraient continuer à baisser en 2018 et ne plus être significatives.

Le chiffre d'affaires représenté par les prestations de service est en diminution (-241 K€, -35%), passant de 693 K€ en 2016 à 452 K€ en 2017. Cette diminution s'explique par la baisse des prestations de service rendues dans les régions et dans une moindre mesure par celles réalisées par l'unité Expertise qui, à 239 K€, sont en baisse de 37 K€ (-13%).

Les dons manuels issus de la générosité du public restent faibles au regard du total des ressources même s'ils sont en augmentation en 2017 (89 K€ en 2017 contre 70 K€ en 2016).

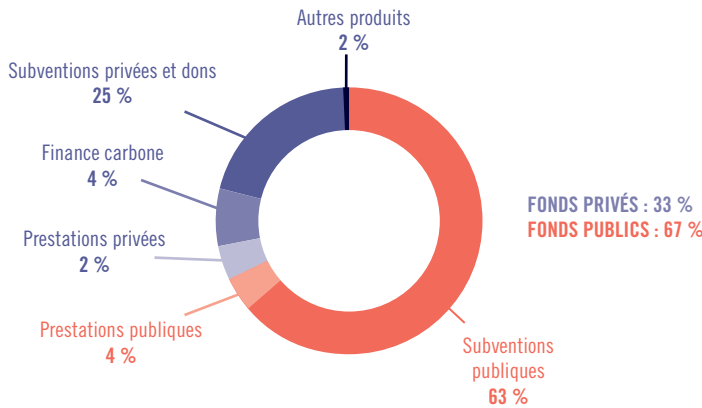
Les autres produits (314 K€) sont en forte baisse (-1,1 M€). Ceux de 2016 étaient en effet constitués essentiellement des reprises de provisions (1 227 K€) et notamment de reprises de provisions sur risque d'inventus de crédits carbone dont le montant est directement lié aux ventes de crédits carbone réalisées. En 2017, les ventes ayant été en forte baisse, les reprises de provision ont suivi la même tendance.

Le report des ressources non réalisées des années antérieures (reprise de fonds dédiés) est en diminution en 2017, pour la troisième année consécutive. Cette variation s'explique par le redimensionnement depuis 2015 des activités au Cambodge.

Les autres produits d'activité s'élèvent à 147 K€ et sont constitués de remboursements de frais (112 K€) et notamment de remboursements perçus dans le cadre de notre projet « Hammams Durables » au Maroc, de produits financiers (12 K€) et d'autres produits annexes d'activité (20 K€).

ORIGINE DES RESSOURCES EFFECTIVES D'ACTIVITÉ EN 2017

(Hors reprise de provisions, fonds dédiés et variations de stock)



LES EMPLOIS

EMPLOIS	2017	%	2016	%	Écart 2017 - 2016	Affectation des dons collectés auprès du public en 2017
1- MISSIONS SOCIALES	6 110 635	83,8%	8 301 238	83,5%	-26%	42 893
France & Europe	822 516		545 382		51%	17 824
Pays en Développement	5 288 119		7 755 856		-32%	25 068
- Maroc	440 064		729 128		-40%	11 308
- Afrique de l'Ouest	998 119		824 747		21%	5 665
- Asie Centrale	1 849 170		3 000 847		-38%	-
- Asie du Sud-Est	1 271 540		2 309 091		-45%	8 095
- Expertise	729 226		892 043		-18%	-
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	169 451	2,3%	130 362	1,3%	30%	45 653
- Frais d'appel à la générosité du public	8 237		9 699		-15%	8 237
- Frais de recherche des autres fonds privés	161 214		120 663		34%	37 416
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	893 903	12,3%	1 230 607	12,4%	-27%	-
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	119 254	1,6%	276 186	2,8%		
TOTAL EMPLOIS EN €	7 293 244	100%	9 938 393	100%	-27%	
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public						88 546
TOTAL EMPLOIS EFFECTIFS EN € (Hors excédent, stock, provisions, engagement à réaliser)	6 930 707	95%	8 215 375	83%	-16%	

Les emplois effectifs diminuent de 16% entre 2016 et 2017. Le budget effectif d'activités qui ne prend en compte que les dépenses engagées, y compris celles reversées à nos partenaires, s'élèvent ainsi à 6,9 M€ contre 8,2 M€ un an plus tôt. Sont exclus les provisions, les fonds dédiés, les variations de stock et l'excédent de l'exercice.

Les activités au Maroc ont fortement diminué (-40%), revenant à leur niveau de 2016. Le projet « Hammams Durables » qui s'était fortement déployé en 2016 a vu son volume diminuer, avec la fin programmée de ses activités (début 2018). L'autre projet marocain, SUDEP, financé par l'Union Européenne sur 3 ans (1,1 M€) a été prolongé de 8 mois jusqu'en septembre 2018 et les emplois seront donc échelonnés sur une période plus longue.

L'Asie centrale reste la première région d'activités du GERES avec une place prépondérante de l'Afghanistan. Le programme de Développement Rural « Central Highlands » financé par l'AFD a terminé en 2017 sa phase active et a vu donc son budget effectif diminuer. Cette baisse a été en partie compensée par un projet à Kaboul financé par l'UE (1,8 M€ sur 42 mois).

L'Asie du Sud-Est a fortement baissé (-45%) en raison de la vente des crédits carbone qui ne représente plus que 82 K€ en 2017 contre 1 146 K€ en 2016. Les activités programmatiques sont restées stables alors que nous prévoyions une augmentation. Elles concernent principalement deux projets, l'un au Myanmar financé par l'UE et l'autre au Cambodge financé par l'AFD. Le premier projet a été prolongé de 6 mois et nous avons allongé

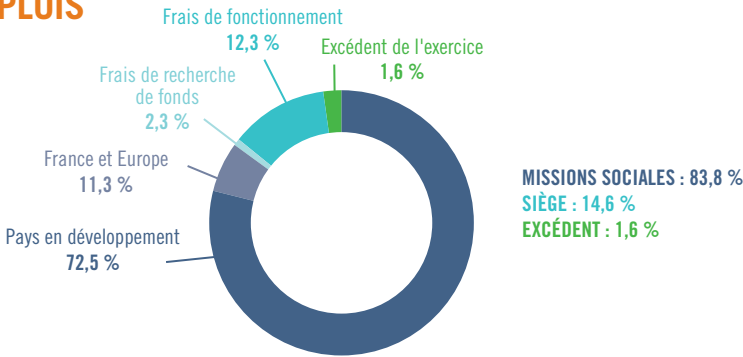
la durée de la première phase du second projet sans modifier sa durée totale qui reste de 3 ans (fin programmée au 30 juin 2019).

L'Afrique de l'Ouest a inversé la tendance suivie au cours des trois dernières années : elle est en augmentation de 21% (+173 K€). Nous prévoyions que les deux projets majeurs mis en œuvre au Mali et financés l'un par l'AFD et l'autre par le FFEM se déploieraient de façon plus importante en 2017. Des changements institutionnels intervenus au Mali expliquent que les activités du premier aient été différées. Le démarrage du second a été retardé. L'année 2018 devrait être en nette augmentation avec la signature en toute fin d'année d'un projet financé à 100% par la coopération luxembourgeoise (2,4 M€ sur deux ans).

L'Europe a progressé de 51% (+277 K€), notamment en raison du projet et Mouvement de la Solidarité Climatique, financé en partie par l'AFD et par nos partenaires privés bienfaiteurs et ambassadeurs de cette cause.

Le budget de l'unité Expertise a continué à diminuer (-18%, -163 K€) et cela pour la troisième année consécutive. Le déploiement du programme ECODEV, sous convention programme avec l'AFD ainsi que le démarrage de l'autre convention programme, CEMAATERR (1,2 M€ sur 3 ans) n'ont pas permis de compenser la fin d'autres projets. La relative baisse des prestations de service a accentué cette évolution.

RÉPARTITION DES EMPLOIS EN 2017



PARTENAIRES FINANCIERS

Le GERES tient à saluer l'engagement, la fidélité et la confiance de ses 73 partenaires financiers, sans qui ses actions et celles de ses partenaires techniques ne pourraient être menées.

ASSOCIATIONS ET COLLECTIFS

- Care
- CFSI - Comité Français pour la Solidarité Internationale
- Eau Vive Internationale
- Energy 4 Impact
- PEFC - Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières
- TERI - Solutions Innovantes pour le Développement Durable

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Aix-Marseille-Provence Métropole
- Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix
- Département des Bouches-du-Rhône
- Mairie de Paris
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

ENTREPRISES

- AG2R La Mondiale
- Air France KLM - Flying Blue
- Bleu-Blanc-Cœur
- Bouygues Bâtiment Sud-Est
- DUCRAY
- ECODIS
- ekWateur
- Engie
- Erilia
- HESED
- Logirem
- Nexity
- Nexus
- Reforest'Action
- Suez Consulting
- Trama TecnoAmbiental
- WE LOVE GREEN Festival

NOUS TENONS ÉGALEMENT À REMERCIER NOS DONATEURS PARTICULIERS ET NOS ADHÉRENTS POUR LEUR SOUTIEN EN 2017.

Leur engagement est précieux et source de motivation pour continuer à construire ensemble un monde durable et solidaire.

ETATS ET GOUVERNEMENTS

- Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Cambodge
- Ministère de l'Énergie, des Services et du Climat du Danemark
- Ministère de l'Environnement du Cambodge
- Ministère de l'Environnement du Maroc
- Ministère des Affaires étrangères du Danemark
- Ministère français de la Transition écologique et solidaire

FONDATEURS ET FONDS DE DOTATION

- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Alstom
- Fondation Humus
- Fondation Kronenbourg
- Fondation Lord Michelham of Hellingly
- Fondation d'entreprise Louis Dreyfus
- Fondation Nexans
- Fondation Prince Albert II de Monaco
- Fondation RAJA-Danièle Marcovici
- Fondation Rexel
- Fondation Schneider Electric
- Fonds de dotation Itancia
- Fonds de dotation SoliNergy
- Fonds de dotation Synergie Solaire

ORGANISMES DE COOPÉRATION

- AFD - Agence Française de Développement
- Agence de développement tchèque
- Banque Mondiale
- CCCA - Alliance Cambodgienne contre le Changement Climatique
- Coopération Mali-Luxembourg
- Direction Coopération Internationale de la Principauté de Monaco
- Expertise France
- FEM - Fonds pour l'Environnement Mondial
- FFEM - Fonds Français pour l'Environnement Mondial
- OFID - Fonds de l'OPEP pour le Développement International
- ONU Femmes
- ONUDI - Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
- PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement
- PNUE - Programme des Nations Unies pour l'Environnement
- Royaume de Suède
- Union Européenne
- UNOPS - Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

ORGANISMES PUBLICS FRANÇAIS

- 13 Habitat
- ADEME - Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
- ADEME PACA - Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône
- DRAAF PACA - Direction Régionale Agriculture Alimentation Forêt de Provence Alpes-Côte d'Azur
- Famille et Provence
- Habitat Marseille Provence
- MRU - Marseille Rénovation Urbaine
- SOLEAM - Société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise

PARTENAIRES TECHNIQUES

Le GERES remercie ses 110 partenaires techniques pour leur implication à nos côtés.

- ADEME - Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
- ADIL de l'Indre - Agence Départementale d'Information sur le Logement
- AFOVERT
- Agence de Développement de Saint Louis
- Agence de l'Énergie et de l'Environnement d'Arrabida au Portugal
- Agence des Énergies Renouvelables du Mali
- Agence Régionale Nord de l'Énergie en Croatie
- Agribiovar
- AIDE Guinée
- AMA - Association Microfinance Afghanistan
- AMADER - Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et l'Électrification Rurale
- AMEDD - Association Malienne pour l'Éveil au Développement Durable
- AMEE - Agence Marocaine pour l'Efficacité Énergétique
- AMEV - Association Marocaine des Éco-Villes
- ANADEB - Agence Nationale de Développement des Biocarburants au Mali
- APH - Association de Propriétaires de Hammams
- ASAOK - Association des Artisans et Ouvriers de Koury
- Association Orgaterre
- Association Voûte Nubienne
- Atelier APS - Bâtiments Durables Méditerranéens
- ATPF - Aménagement des Terroirs et Productions Forestières
- AVSF - Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
- Baastel
- Bio de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Bouygues Bâtiment Sud-Est
- Bureau d'études Agrithermic
- Caritas République Tchèque
- CCAFS - Programme sur le Changement Climatique, l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire
- CCCA - Alliance Cambodgienne contre le Changement Climatique
- Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix
- Chambre d'Agriculture de Slovénie
- Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône
- Chambre d'Agriculture du Vaucluse
- CIRD - Institut Cambodgien de Recherche et Développement Rural
- CITEPA - Centre Interprofessionnel Technique d'Études de la Pollution Atmosphérique
- CLER - Réseau pour la transition énergétique
- Commune de Diédougou
- Commune de Konséguela
- Commune de Koury
- CRIPOT Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Croix-Rouge insertion - LogisCité
- CTCN - Réseau et centre technologique du climat
- CUC - Commune Urbaine de Chefchaouen
- CV Cito
- EDM S.A. Énergie du Mali
- EGG - EverGreen Group
- EnSen - ONG Énergie, Solidarité et Environnement
- EPC SARL
- FEA - Fédération des Éleveurs de l'Arkhangai
- Filière Cheval
- FNN - Farmers Nature Net
- Fondation ETC
- FRI - Institut de Recherche sur les Forêts
- GAAS - Groupe d'Animation Action au Sahel
- GCMC - Ger Community Mapping Center
- GEFOSAT
- GESPER - Gestion de l'Environnement en Région
- GIC - Groupement Intercommunal des Collines
- GRAB - Groupe de Recherche en Agriculture Biologique
- GTCK - Centre Coréen de Technologie Verte
- H&M - Hennes & Moritz
- HEOL
- Hesed Cambodia
- Hivos-ENERGIA
- IDEE - Institut pour le Développement, l'Environnement et l'Énergie
- IDID - Initiatives pour un Développement Intégré Durable
- Iloilo CODE NGOs
- INDDIGO
- Institut de l'agriculture et de la Forêt Maribor
- Institut des changements environnementaux de l'Université d'Oxford
- Institut d'Études Stratégiques et de Prospectives au Monténégro
- ITC - Institut de Technologie du Cambodge
- IZUBA énergies
- JMI - Jatropha Mali Initiative
- KiMSO - Conseil Evaluation Impact Social
- Kyoto Club
- Le Partenariat
- LER - Lorraine Énergies Renouvelables
- MADERA - Mission d'Aide au Développement des Économies Rurales en Afghanistan
- Mercy Corps Myanmar
- MFC - Mali Folkecenter
- Ministère de l'Environnement du Cambodge
- Ministère de l'Environnement, de la conservation environnementale et des ressources forestières du Myanmar
- Mlup Baitong
- Mong Reththy Group
- Municipalité de Kaboul
- NAMAC - Association Mongole des Coopératives Agricoles
- NCSD - Conseil National pour le Développement Durable au Cambodge
- PNUD - Programme des Nations Unies pour le Développement
- RECOFTC - Centre pour les hommes et les forêts
- RMO - Organisation pour le Mouvement Rural en Afghanistan
- Robins des Villes
- Royaume de Suède
- Santé Sud
- SBK - Société Bagani de Koury
- SOLIBRI
- Solidarités International
- SUE SRICA - Comité pour la Construction et l'Architecture de la République du Tadjikistan
- TERI - Institut de l'Énergie et des ressources
- Ulis 38 - Soleni
- UNEP Méditerranée
- Union Européenne
- Université Agricole de Tirana en Albanie
- Université Centrale de Philippine
- Université Technique de Crète en Grèce
- Université Technique Tadjike
- Ville de Granollers en Espagne
- Ville de Lakatamia à Chypre
- Ville de Srebrenik en Bosnie-Herzégovine
- Yeelen Kura SSD

RÉSEAUX



- ARE - Alliance pour l'Électrification Rurale
- ATEE - Association Technique Énergie Environnement
- CFSI - Comité Français pour la Solidarité Internationale
- Climate Club
- Club France Développement Durable
- Comité 21 - Comité français pour l'environnement et le développement durable
- CTCN - Centre et réseau de technologie climatique
- Energy Access Practitioner Network
- Envirobat Méditerranée
- GACC - Alliance mondiale pour les foyers de cuissons améliorés
- Global LEAP - Programme mondial pour l'éclairage et l'accès à l'énergie
- Inforse
- IRAEE - Inter-Réseau Agriculture, Énergie et Environnement
- Nexus - Carbon for development
- RAPPEL - Réseau des Acteurs de la Pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le Logement
- Réseau Cicle
- Traducteurs sans Frontières

CRÉDITS :

Coordination : Audrey Onillon (GERES)
Conception graphique : Raphaëlle Viala
Traduction anglaise : Jean Lubbock
Impression : Magenta Numérique

Crédits photographiques :

© Antoine Martin-Chave (p.6, p.14)
 © Daniel Tiveau (p.9, p.18)
 © Emma Gardes (p.6)
 © Nicolas DET (couverture, p.20, p.22)
 © Peter Bittner (p.23, p.30)
 © Place to B (p.30)

Publié en juin 2018

Ce document a été éco-conçu et imprimé sur du papier recyclé, conformément à la charte environnementale du GERES, afin de minimiser ses impacts négatifs sur l'environnement.



Promouvoir
la gestion durable
de la forêt



L'énergie d'un monde durable et solidaire

www.geres.eu



Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités
2 cours Foch – 13400 Aubagne – France
Tél. : +33 4 42 18 55 88 / Fax : +33 4 42 03 01 56 / contact@geres.eu